



Réunion des États Parties

Distr. générale
30 mars 2005
Français
Original: anglais

Quinzième réunion

New York, 16-24 juin 2005

Élections au Tribunal international du droit de la mer : notices biographiques des candidats proposés par les États Parties

Note du Greffier

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Notices biographiques	3
Al-Sameen, Mohammed Bin Abdullah Bin Salem	3
Anderson, David Heywood	6
Bouguetaia, Boualem	12
Dipla, Haritini	16
Hmoud, Mohammed Alhaj	21
Hoffmann, Albertus Jacobus	23
Kateka, James L.	31
Keita, Raphaël Théophile	34
Marsit, Mohamed Mouldi	37
Nelson, L. Dolliver M.	38
Park Choon-Ho	45
Pawlak, Stanislaw	49
Tuerk, Helmut	52
Vukas, Budislav	55
Yanai, Shunji	58



I. Introduction

Ci-après figurent les notices biographiques des candidats aux sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la cinquième réunion des États parties (une liste nominative des candidats a déjà été publiée sous la cote SPLOS/124).

II. Notices biographiques

Al-Sameen, Mohammed Bin Abdullah Bin Salem (Oman)

Renseignements personnels

État civil : marié, 4 enfants

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1962, Al Hafa (Sultanat d'Oman)

Nationalité : omanaise

Titres universitaires

- 2004 Certificat de l'Académie Haque
Session d'été en Droit international public
Bourse d'études en droit international
- 2001 Maîtrise de droit en Études juridiques comparatives
Faculté de droit de Pace School
Pace University (New York)
- 1986 Licence de droit
Faculté de l'Institut de droit
Université d'Alexandrie
Égypte

Langues

Arabe Langue maternelle

Anglais Courant

Expérience professionnelle

Depuis août 2004

Conseiller
Ambassade du Sultanat d'Oman
La Haye, Pays-Bas

- 2004 Promu au poste de Conseil (Échelon 1, Niveau 4)
- 1990 Promu au poste de Premier Secrétaire (Échelon 1, Niveau 2)
- 1988 Affecté à la Mission permanente du Sultanat d'Oman auprès de
l'Organisation des Nations Unies, New York
- 1987 Nommé Deuxième Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères,
Service européen

Expérience pratique

Expérience professionnelle de 16 ans à l'Organisation des Nations Unies, dans les comités, groupes internationaux et autres organes spécialisés

Conseil de sécurité

- 1994-1995 Représentant suppléant de la Délégation omanaise pendant deux ans lorsqu'elle siégeait en sa qualité de membre non permanent au Conseil de sécurité
- 1994-1995 Comité des sanctions contre l'Iraq (créé en application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité)
- 1994-1995 Opérations de maintien de la paix

Assemblée générale

- 1988-2004 Participation aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale (43^e à 58^e sessions)
- 1997-2003 Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité
- 1997 Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre d'Action 21
- 1994 Quatrième Commission : Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation
- 1994 Groupe de travail à composition non limitée sur l'Agenda pour la paix
- 1993-1998 Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation
- 1993 Comité spécial des opérations de maintien de la paix
- 1989 Troisième Commission : Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles
- 1988-2004 Sixième Commission : Commission juridique (participation à toutes les sessions ordinaires, de la 43^e à la 58^e)
- 1988-2001 Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
- 1988-1990 Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI)
- 1988 Comité des relations avec le pays hôte

Autres organes subsidiaires

- 2004 Commission du développement durable (Débat de haut niveau, 12^e session)
- 1994 Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
- 1992 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- 1991-1993 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

- 1990-1993 Comité des droits de l'enfant
1990-1991 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Participation aux négociations en vue de la création des tribunaux suivants :

- 1997 Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale
1994-1995 Tribunal pénal international pour le Rwanda
1994-1995 Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Participation aux réunions suivantes :

- 2004 Chef de délégation à la 10^e session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins tenue à Kingston (Jamaïque)
2003 Chef de délégation à la Conférence sur les aspects juridiques et scientifiques de la délimitation du plateau continental tenue à Reykjavik (Islande)
2002-2004 Atelier sur les aspects juridiques et scientifiques du droit de la mer tenu à Kingston (Jamaïque)
2002-2004 Chef de délégation aux sessions de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins
1998 Représentant à la XII^e Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Durban (Afrique du Sud)
1998 Chef de délégation à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés sur le désarmement tenue à Carthagène (Colombie)

**Anderson, David Heywood
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

Renseignements personnels et diplômes universitaires :

Né le 14 septembre 1937, au Royaume-Uni; citoyen britannique; Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (1982)

Université de Leeds, licence en droit (1958); London School of Economics, maîtrise de droit (1960). Inscrit au barreau, Gray's Inn (1963)

Postes occupés actuellement :

1. Membre du Tribunal international du droit de la mer depuis le 1^{er} octobre 1996; simultanément, membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs au milieu marin depuis 2002; Président de la Commission de la bibliothèque et des publications et membre de la Commission du règlement et des règles de pratique judiciaire, du Comité des finances et du budget et du Comité des bâtiments et des systèmes électroniques depuis 2002

2. Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Durham (depuis 1995); ponctuellement, Directeur d'études du Groupe de recherche sur les frontières internationales

Expérience professionnelle :

1. Fonction diplomatique britannique (Conseiller juridique de 1960 à 1996) :

a) Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Londres (1960-1969); Conseiller juridique à l'ambassade du Royaume-Uni à Bonn (1969-1972); Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Londres (1972-1979 et 1982-1987); Conseiller juridique à la Mission du Royaume-Uni auprès de l'ONU, à New York (1979-1982); Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Londres (1987-1989); deuxième Conseiller juridique (1989-1996).

b) Agent du Royaume-Uni dans l'affaire relative à la juridiction sur les pêcheries (examen au fond) (*Royaume-Uni c. Islande*), Cour internationale de Justice (1974) et dans plusieurs affaires portées devant la Cour européenne de justice et la Commission des droits de l'homme (1976-1979); membre des équipes de juristes britanniques dans plusieurs affaires portées devant la Cour européenne de justice.

c) Membre des délégations britanniques auprès de nombreuses conférences et réunions, notamment :

- Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- Comité des utilisations pacifiques du fond des mers (1973)
- Conseil de sécurité de l'ONU (1979-1982), Assemblée générale des Nations Unies (1967-1996), etc.
- Conférence de Vienne sur le droit des traités (1969)
- Réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique (1963-1978)

- Conférence sur la conservation de la faune et la flore marines de l’Antarctique
- Commission franco-britannique du tunnel sous la Manche (1987-1989)
- Réunion du Conseil de l’Europe sur la suppression des émissions de télédiffusion (« pirates ») en mer (1965)
- Organisation maritime internationale, Conférence MARPOL (1973)
- Organisation hydrographique internationale (reconstitution)
- Conférence quadripartite sur Berlin (1971)
- Commission des pêches de l’Atlantique-Sud (Argentine et Royaume-Uni)
- d) A dirigé les délégations britanniques aux réunions suivantes :
 - Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs (1993-1995)
 - Consultations tenues par le Secrétaire général de l’ONU sur la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1990-1994)
 - Commission préparatoire de l’Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1990-1994)
 - Autorité internationale des fonds marins (1994-1996)
 - Négociations sur les frontières maritimes avec l’Irlande, la France, la Belgique, le Danemark (Faroës), les Bahamas, la République dominicaine, les Maldives, les États-Unis, la Jamaïque et Cuba
 - Négociations menées avec la France au sujet des pêcheries dans les îles anglo-normandes (1989-1996)
 - Groupe d’étude des États de la mer du Nord sur l’introduction des zones économiques exclusives et la juridiction en matière de pollution
 - Réunions de hauts responsables de la Communauté européenne sur le droit de la mer (1989-1996)
- 2. Professeur invité à la faculté de droit, University College, Londres (1996-2001)

Affiliation à des sociétés savantes :

- Association internationale du droit de la mer (membre fondateur du Conseil)
- Membre du Comité du droit international public de l’Institut britannique du droit international et comparé (depuis 1992)
- Membre du Groupe d’étude de l’Institut britannique de droit international et comparé sur l’exploitation commune du pétrole et du gaz en mer (1989); Groupe d’étude sur le droit de la mer
- British Yearbook of International Law (Comité de rédaction)
- Membre de la section britannique de l’Association de droit international

- Membre du Groupe d'experts constitué par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat de l'ONU pour étudier les incidences de la Convention sur le droit de la mer (publication des Nations Unies de 1994)
- Membre de la Société américaine de droit international
- Membre de l'Institut du droit de la mer
- Membre du Greenwich Forum

Publications et conférences

The Conservation of Wildlife under the Antarctic Treaty, 14 Polar Record 25 (1968)

Some Recent Developments in the Law relating to the Continental Shelf, 6 Journal of Energy and Natural Resources Law 95 (1988)

Maritime Delimitation: A View of British Practice, 12 Marine Policy 231 (1988)

Straits used for International Navigation: A Commentary on Part III of the UN Convention on the Law of the Sea (en collaboration avec S. N. Nandan), 60 British Yearbook of International Law 159 (1988)

The Right of Transit Passage and the Strait of Dover, actes du treizième Séminaire annuel sur les problèmes contemporains de la politique des États-Unis en matière de droit de la mer, p. 89, Center for Oceans Law and Policy, Université de Virginie (1989)

Recent Boundary Agreements in the Southern North Sea, 41 International and Comparative Law Quarterly 414 (1992)

The Strait of Dover and the Southern North Sea – Some Recent Legal Developments, 7 International Journal of Estuarine and Coastal Law 85 (1992)

Rapport sur les limites maritimes de l'Europe septentrionale et occidentale dans International Maritime Boundaries, Vol. I, II et III (éd. Charney and Alexander) (1993 et 1998); Vol. IV (éd. Charney and Smith) (2002)

Efforts to Ensure Universal Participation in the UN Convention on the Law of the Sea, 42 ICLQ 654 (1993).

Grisbadarna Revisited, in Platzöder and Verlaan (éd.), *The Baltic Sea: New Developments in National Policies and International Co-operation*, Kluwer (1996).

Law of the Sea Convention: Status and Prospects, 18 Marine Policy 494 (1994).

Further Efforts to Ensure Universal Participation in the UN Convention on the Law of the Sea, 43 ICLQ 886 (1994)

Legal Effects of Mechanisms for Adjusting Part XI, in Nordquist and Norton Moore (Eds.), *Entry into Force of the Law of the Sea Convention*, p. 89

Legal Implications of the Entry into Force of the UN Convention on the Law of the Sea, 44 ICLQ 313 (1995)

Resolution and Agreement relating to the Implementation of Part XI of the UN Convention on the Law of the Sea: A General Assessment, 55 Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht and Völkerrecht 275 (1995)

The Future Development of the Law for the Protection of the Marine Environment: European Initiatives, l'accent étant mis sur l'Union européenne, in Kusuma-Admadja, Mensah and Oxman (éd.), *Sustainable Development and Preservation of the Oceans: The Challenges of UNCLOS and Agenda 21*, p. 700

The Entry into Force of the UN Convention on the Law of the Sea in a Wider Context, Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales, 2 février 1995

The Future Development of the Law for the Protection of the Marine Environment: European Initiatives, l'accent étant mis sur l'Union européenne, in Kusuma-Atmadja, Mensah and Oxman (Eds.), *Sustainable Development and Preservation of the Oceans: The Challenges of UNCLOS and Agenda 21*, p. 700

The Straddling Stocks Agreement of 1995 – an Initial Assessment, 45 ICLQ 463 (1996)

Investigation, Detention and Release of Foreign Vessels under the UN Convention on the Law of the Sea and other International Agreements, 11 IJMCL 29 (1996)

British Accession to the UN Convention on the Law of the Sea, 46 ICLQ 761 (1997)

The International Tribunal for the Law of the Sea, in M D Evans (Ed.), *Remedies in International Law: The Institutional Dilemma* (1998) 71

Negotiation and Dispute Settlement, in M D Evans (Ed.), *ibid.* 111.

Strategies for Dispute Resolution: Negotiating Joint Agreements, in Blake, Pratt and Schofield (Eds.), *Boundaries and Energy: Problems and Prospects*, Kluwer (1998) 473

Law-Making Processes in the UN System – Some Impressions, 2 Max Planck Yearbook of United Nations Law 23 (1998)

The Imposition of Tolls on Ships: A Review of International Practice, 2 Singapore Journal of International Law (SJIL) (1998) 400

The Roles of Flag States, Port States, Coastal States and International Organisations in the Enforcement of International Rules and Standards governing the Safety of Navigation and the Prevention of Pollution from Ships under the UN Convention on the Law of the sea and other International Agreements, 2 SJIL (1998) 557

The Internal Judicial Practice of the International Tribunal for the Law of the Sea, 38 Indian Journal of International Law (1998) 410

The Icelandic Fisheries Cases – Professor Jaenicke as Agent and Counsel before the International Court of Justice, in *Liber Amicorum* Gunther Jaenicke (1998) 445

Port States and Environmental Protection, in Boyle and Freestone (Eds.), *International Law and Sustainable Development* (1999) 325

The Role of the International Lawyer in the Negotiation of Treaties, in Wickremasinghe (Ed.), *The International Lawyer as Practitioner* (BIICL 2000) 21

Case Study of the United Kingdom, in Franckx (Ed.), *Vessel Source Pollution and Coastal State Jurisdiction*, (Kluwer 2001) 345

Deliberations, Judgments, and Separate Opinions in the Practice of the International Tribunal for the Law of the Sea, in Nordquist and Norton Moore

(Eds.), *Current Marine Environmental Issues and the International Tribunal for the Law of the Sea* (2001) 63

Modern Law of the Sea, Good Management and Sound Science, in Ducrotoy et al (Eds.), *The Marine Environment: Science and Law* (2001) 9

Maritime Boundaries and Limits: Some Basic Legal Principles, Paper read at the ABLOS Conference at the International Hydrographic Organisation, Monaco (available at <www.gmat.unsw.edu.au/ablos>)

The Internal Judicial Practice of the International Tribunal for the Law of the Sea, in Chandrasekhara Rao and Khan (Eds.), *The International Tribunal for the Law of the Sea: Law and Practice* (2001) 197

Some Current Problems in the Law of the Sea: The Current Status of the Conventions on the Law of the Sea, in Cataldi (Ed.), *La Méditerranée et le droit de la mer à l'aube du XXI^e siècle* (2002) 31

The Law of the Sea in 2025, in *Maritime World 2025: Future Challenges and Opportunities*, Greenwich Forum Conference, April 2002 (available on CD ROM from the Forum)

The Negotiation of Maritime Boundaries, in Schofield, Newman, Drysdale and Brown (Eds.), *The Razor's Edge: International Boundaries and Political Geography* (2002) 157

Trust Funds in International Litigation, in Ando et al (Eds.) *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (2002) 793

The Legal Regime of the Straits around Great Britain, in Oztiirk and Ozkan (Eds.), *Proceedings of the Symposium on Straits Used for International Navigation* (2002) 20

The Regulation of Fishing and Related Activities in Exclusive Economic Zones, in Franckx and Gautier (Eds.), *La zone économique exclusive et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982-2000 : un premier bilan de la pratique des États* (2003) 31

The Role of ITLOS as a Means of Dispute Settlement under UNCLOS, in Kirchner (Ed.), *International Marine Environmental Law: Institutions, Implementation and Innovations* (2003) 19

The Legal Regime of the Channel/La Manche, in *La mer et son droit, mélanges offerts, Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec* (2003) 39

The Effective Administration of International Justice – Early Practice of the International Tribunal for the Law of the Sea, in Frowein et al (Eds.), *Verhandeln für Frieden / Negotiating for Peace, Liber Amicorum Tono Eitel* (2003) 529

Article 18 and Article 19, in Zimmermann et al (Eds.), *Commentary on the Statute of the International Court of Justice* (In press)

Developments in Maritime Boundary Practice, in Colson and Smith (Eds.), *International Maritime Boundaries, Volume V* (In press).

Ocean Governance: High Seas and Courts: Ad Hoc Arbitrations, in the *Oxford Encyclopedia of Maritime History* (In press)

Negotiating Maritime Boundary Agreements – A Personal View, in Lagoni R. and Vignes D., Proceedings of the Symposium on Maritime Delimitation, Hamburg, 25-26 September 2004 (In press)

* * *

Les avis soumis dans certaines affaires au Tribunal international du droit de la mer ont été reproduits dans les séries annuelles des Rapports du Tribunal et affichés sur les sites Web du Tribunal (<www.itlos.org and www.tidm.org>).

**Bouguetaia, Boualem
(Algérie)**

Né le 21 septembre 1946 à Oued Rhiou Wilaya de Relizane (Algérie)

Marié, trois enfants

Adresse : Cité D.N.C. Bt C1 Hydra Alger

Langues : français, anglais, arabe

Titres et diplômes

- Baccalauréat
- Licence de droit public, Université de Paris (1972)
- Diplôme d'études supérieures de droit public, option droit international Université de Paris (1973)
- Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, section « économique et financière » (1975)
- Doctorat d'État en droit public, option droit international, Université de Paris 1, Panthéon – Sorbonne (1979); thèse « Les frontières méridionales de l'Algérie », mention TB

Expérience professionnelle

- Chercheur-rédacteur à l'ambassade d'Algérie à Paris (1972-1975)
- Collaborateur aux recherches et à la rédaction du Mémoire algérien présenté à la Cour internationale de Justice, pour l'avis consultatif sur le Sahara occidental
- Membre de la délégation algérienne à la Cour internationale de Justice de La Haye (CIJ) (1975)
- Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (étés 1974, 1975 et 1981)
- 1975-1979, Conseiller juridique au Secrétariat général du Ministère de la défense nationale
- 1976-1977, membre de la délégation algérienne à la Conférence du droit humanitaire (Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève)
- 1980, chargé de cours à l'Université d'Alger
- 1983, avocat au barreau d'Alger
- 1984, maître de conférences à l'Université de droit d'Alger
- Février 1987, élu député de l'Assemblée populaire nationale, membre de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire nationale et membre de la Commission des finances
- Juin 1988, élu Président du Groupe parlementaire d'amitié algéro-nippon

- 1990, coordonnateur du Comité ad hoc sur l’Afrique à l’Institut national d’études de stratégie globale
- Novembre 1991, élu Vice-Président de l’Association d’amitié Algérie-Japon
- Octobre 1993-2001, chef de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères (Alger)
- Avril 2001, Ambassadeur d’Algérie au Sénégal, Cap-Vert, Gambie et Guinée-Bissau

Participation aux conférences diplomatiques

- Délégué du Secrétariat général du Ministère de la défense nationale à la Conférence sur le nouvel ordre économique et le droit international nouveau, Alger (1976)
- Délégué du Secrétariat général du Ministère de la défense nationale à la discussion sur le rapport RIO du Club de Rome, Alger (1977)
- 1976-1980, chef adjoint de la délégation algérienne à la Conférence du droit de la mer, membre de la Commission de rédaction du préambule de la Convention
- Représentant de l’Algérie à plusieurs congrès, conférences et symposiums internationaux
- Membre de la délégation algérienne de l’Assemblée populaire nationale (APN) à l’Union interparlementaire (UIP), Bangkok, novembre 1987, chargé de la Commission politique
- Membre de la délégation algérienne de l’APN à l’UIP, Guatemala (avril 1988)
- Membre de la délégation algérienne de l’APN à l’UIP, Sofia (septembre 1988)
- Membre de la délégation algérienne de l’APN à l’UIP, Budapest (13-20 mars 1989)
- Chef de la délégation algérienne de l’APN à la Conférence internationale de l’UIP sur le désarmement, Bonn (20-25 mai 1990)
- Chef adjoint de la délégation algérienne à l’UIP, Punta Del Este, Uruguay (15-20 octobre 1990)
- Chef de la délégation algérienne de l’UIP, Yaoundé, Cameroun (6-11 avril 1992)
- Membre de la délégation du Conseil consultatif national (CCN) à l’UIP, New Delhi, avril 1993
- Membre de la délégation du Conseil national de transition (CNT) à l’UIP, Copenhague (Danemark) (septembre 1994)
- Membre de la délégation du CNT à l’UIP, Madrid (avril 1995)
- Membre de la délégation ministérielle à la Conférence sur le désarmement, Genève (avril 1995)
- Membre de la délégation ministérielle à la Conférence sur les droits de l’homme, Genève (avril 1995)

- Rapporteur du premier rapport algérien présenté à la Commission africaine des droits de l’homme, Ouagadougou (Burkina Faso) (avril 1996)
- 1994-2002, chef de la délégation algérienne aux négociations algéro-tunisiennes et algéro-libyennes sur les délimitations de frontières terrestres et maritimes
- Chef de la délégation algérienne à la Conférence internationale des plénipotentiaires pour la création de la Cour pénale internationale, Rome (6 juin-17 juillet 1998)
- Consultant de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) pour la rédaction des projets des instruments juridiques instituant l’Union africaine et le Parlement panafricain
- Expert gouvernemental pour l’examen du Traité de l’Union africaine et du Protocole instituant le Parlement panafricain
- Membre de la délégation algérienne aux Sommets de l’OUA de 1999 à 2000, Alger-Syrte-Lomé
- Chef de la délégation algérienne à la Conférence de l’OUA pour l’adoption du protocole sur le Parlement panafricain, Pretoria (2000)
- Chef de la mission d’observation des élections présidentielles au Togo (2003)
- Représentant de l’Algérie au symposium sur la délimitation des frontières maritimes – Tribunal du droit de la mer, Hambourg (25-26 septembre 2004)

Écrits et publications

Ouvrages

- « Les Frontières méridionales de l’Algérie, Hinterland et Uti Possidetis », SNED, 1981, préface du doyen C. A. Colliard (Président du CERDI)

Articles (extrait de liste de plusieurs publications)

- « L’intégrité territoriale, intangibilité et autodétermination des peuples en Afrique », *Revue des sciences sociales* n° 6 SNED (1981)
- Les aspects internationaux du problème kurde « Paris 1-Sorbonne » (1974)
- « Non-alignement : nécessité d’une synthèse supérieure », El-Moudjahid (3 mars 1976)
- « L’Afrique entre la proie et l’ombre » *Révolution Africaine*, n° 1137 (19 décembre 1985) et *Algérie actualité* (20 décembre 1985)
- « Le non-alignement : de l’affirmation à la confirmation des principes », colloque international de Péetrovaradin, Yougoslavie (1^{er}-3 avril 1985), publié dans la revue *Institute of International Politics and Economics*, Belgrade (1986)
- « La conception algérienne de l’unité maghrébine » communication au Colloque sur le « Maghreb entre l’unité et l’unification », Alger (17-18 juin 1986), publié par l’Institut des sciences politiques et des relations internationales, Alger

- « Les profondeurs sahariennes de la sécurité en Méditerranée : éléments pour l'élaboration d'une politique de défense », séminaire de l'Institut national d'études de stratégie globale : « La Méditerranée au seuil du troisième millénaire, statu quo, coopération, confrontation », Alger (15-16 juin 1988)

Situation administrative actuelle

Administration : Ministère des affaires étrangères
Grade : Ministre plénipotentiaire
Fonction : Ambassadeur d'Algérie au Sénégal, au Cap-Vert, en Gambie et en Guinée-Bissau depuis avril 2001

**Dipla, Haritini
(Grèce)**

Athènes, janvier 2005

Adresse : Rue Omirou, 106 72, Athènes, Grèce

Téléphone : + 30 22910 90520

Télécopie : + 30 22910 91090

Adresse électronique : <hdipla@otenet.gr>

Née à Athènes le 27 février 1951.

Mariée et mère d'un fils de 15 ans.

Langues de travail : grec, français, anglais.

Études, postes d'enseignement et autre expérience

Études secondaires au Lycée franco-hellénique d'Athènes « Saint-Joseph ». Diplôme d'études secondaires en 1968 (mention : « très bien »). Études universitaires à la faculté de droit de l'Université d'Athènes d'où elle a obtenu sa licence en droit public et science politique en 1972 (mention : « excellent »). Études post-universitaires à l'Université de Genève, Institut universitaire de Hautes études internationales (boursière du Gouvernement suisse) d'où elle a obtenu son doctorat en droit international en 1983 (mention : « excellent »). Auditrice aux cours de l'Académie de droit international de La Haye en 1972 et 1973 (boursière de la Fondation N. Politis). Participant et boursière au Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international de La Haye en 1977 sur le thème : Le régime juridique des fleuves et des lacs internationaux.

Assistante à la Section juridique de l'Institut universitaire de hautes études internationales de l'Université de Genève (1978-1983). Domaine de recherche et d'enseignement : droit international public, en particulier droit de la mer. Maître-assistante au Département de droit international et organisation internationale à la faculté de droit de l'Université de Genève (1984-1989) où elle a enseigné régulièrement le droit international public en troisième année de licence.

Professeure agrégée de droit international (1991-1997), professeure associée (1997-2004) et professeure ordinaire (depuis janvier 2005) à la faculté des sciences juridiques, économiques et politiques (département de science politique et administration publique) de l'Université d'Athènes. Enseignement régulier de droit international public (partie générale), droit de la mer, responsabilité de l'État et organisation internationale.

Elle a enseigné à l'Académie de Rhodes pour les océans et le droit de la mer lors des quatrième (1999) et septième (2002) sessions sur les thèmes : le régime juridique du plateau continental et la délimitation des zones maritimes internationales.

Elle a participé aux travaux de plusieurs conférences internationales : secrétaire juriste à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire international applicable dans les conflits armés (Genève, sessions de 1976 et 1977). Secrétaire juriste de la délégation de la Grèce à

la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, session de 1978). Elle a travaillé en tant que juriste au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme (Genève, septembre-octobre 1984 et octobre-novembre 1985). Conseiller de la délégation de la Grèce lors de la quatrième session du Processus consultatif officieux sur les océans et le droit de la mer (New York, juin 2003). Conseiller de la délégation de la Grèce à la neuvième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, août 2003). Conseiller de la délégation de la Grèce à la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, novembre 2004).

Elle est membre de la Commission nationale hellénique pour les droits de l'homme. En tant que Présidente du Groupe de travail n° 5 pour la coopération et les relations internationales, elle a représenté la Commission aux Nations Unies et à des réunions et conférences internationales : Dubrovnik (2001), Genève (2003), Séoul (2004); membre du Conseil consultatif auprès du Ministère des affaires étrangères de la Grèce; membre du Comité de la Société hellénique pour le droit international et les relations internationales; membre de l'International Law Association (branche hellénique); membre de la Société française pour le droit international; membre du Conseil scientifique de l'INDEMER (Institut du droit économique de la mer, Monaco).

Elle a participé en tant qu'expert à quatre réunions gréco-chypriotes sur le droit de la mer (Rhodes, 1995, Nicosie, 1997, Rhodes, 1998 et Nicosie, 2001) ainsi qu'à plusieurs conférences et colloques internationaux sur des thèmes divers et plus particulièrement sur le droit de la mer : Tizi-Ouzou (1986), Rhodes (1994), Athènes (1994), Athènes (1995), Durham (1998), Monaco (1999 et 2003), Athènes (2002), Rhodes (2003) et Malaga (2004).

Principales publications dans le domaine du droit de la mer et du droit fluvial et lacustre

Livres et monographies

- *Le régime juridique des îles dans le droit international de la mer*, thèse de doctorat, Paris, Presses universitaires de France, 1984, 248 pages
- *Le tracé de la limite sur les fleuves et les lacs internationaux*, Éditions Sakkoulas, Athènes, 1990, 165 pages (en grec)
- *Droit international public. Le droit de la mer*, Q. D. Nguyen, P. Daillier, A. Pellet, traduction et édition en grec par Haritini Dipla, Éditions Papazissis, Athènes, 1991, 160 pages
- *Le différend gréco-turc sur le plateau continental de la mer Égée*, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP), Athènes, 1992, 122 pages (en grec)
- *La Cour internationale de Justice, premier volume, Sa place dans le système judiciaire international et sa contribution au droit de la mer*, Éditions Sakkoulas, Athènes, 2003, 448 pages (en grec)
- H. Dipla et Chr. Rozakis (éd.), *Le nouveau droit de la mer et sa mise en œuvre en Grèce*, Éditions Sideris, Athènes, 2004, 313 pages (en grec)

Articles et contributions dans des ouvrages collectifs

- « Le tracé de la frontière sur les lacs internationaux » dans L. Caflisch και R. Zacklin (éd.), *Le régime juridique des fleuves et des lacs internationaux*, La Haye, Nijhoff, 1981, pages 247 à 308
- « Les règles de droit international en matière de délimitation fluviale. Remise en question? » *Revue générale de droit international public*, vol. 89, 1985/3, pages 589 à 624
- « L'affaire concernant le filetage à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent entre le Canada et la France », *Annuaire français de droit international*, vol. XXXII, 1986, pages 240 à 258
- « Solutions traditionnelles et nouvelles tendances en matière d'attribution à l'État d'un fait internationalement illicite dans la Convention de 1982 sur le droit de la mer » (en collaboration avec L. Condorelli), *Le droit international à l'heure de sa codification, Études en l'honneur de R. Ago*, vol. III, Éditions Giuffrè, Milan, 1987, pages 65 à 97
- « Points de tension entre la Grèce et la Turquie. Plateau continental et mer territoriale » (en grec), *Points de tension dans les relations gréco-turques*, ELIAMEP, Éditions Sideris, Athènes, 1994, pages 67 à 79
- « La sentence arbitrale du 10 juin 1992 en l'affaire de la délimitation des espaces maritimes entre le Canada et la France », *Journal du droit international (Clunet)*, 1994/ 3, pages 721 à 737
- « L'Arrêt de la Cour internationale de Justice en l'affaire de la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen », *Revue générale de droit international public*, 1994/4, pages 899 à 930
- « L'évolution des principes de la délimitation maritime dans la jurisprudence internationale et son impact sur le différend gréco-turc concernant le plateau continental de la mer Égée » (en grec), dans St. Perrakis (éd.), *La mer Égée et le nouveau droit de la mer*, Éditions Sakkoulas, Athènes, 1996, pages 165 à 174
- *Borders, Sovereignty, Stability. The Imia Incident*, en collaboration avec G. Kostakos et N. Ziogas, Édition ELIAMEP et Mouvement des Citoyens, New York, 1996, 11 pages
- « La mer territoriale grecque », *Études helléniques, le différend gréco-turc en mer Égée*, Université du Québec à Montréal, vol. 4, n° 2, automne 1996, pages 69 à 94
- « The Greek-Turkish Dispute over the Aegean Sea Continental Shelf. Attempts at Resolution », in Th. Kariotis (éd.), *Greece and the Law of the Sea*, La Haye, Kluwer 1997, pages 153 à 185
- « Le rôle des Nations Unies lors de la crise des rochers Imia », *Les positions des organisations internationales et la crise des rochers Imia* (en grec), Les Journées d'ISTAME (Institut d'études stratégiques et de développement Andreas Papandreou), Athènes, 1997, pages 49 à 57
- « La contribution des Nations Unies à la formation des règles du droit international de la mer » (en grec), dans Th. Christodoulidis et D. Bourantonis

(éd.), *Les Nations Unies dans l'après-guerre froide*, Éditions Sideris, Athènes, 1998, pages 365 à 380

- « La notion de “passage en transit” dans le droit de la mer et sa traduction en grec » (en grec), *Mélanges en l'honneur de Jean Siotis* (éd. A. Alexakis), Union des banques grecques, Éditions Sakkoulas, Athènes, 2002, pages 95 à 98
- « Dialogue gréco-turc et perspectives de règlement du différend sur le plateau continental », in St. Perrakis (éd.), *Mer Égée, évolution et perspectives de règlement des différends grécos-turcs* (en grec), Éditions Sakkoulas, Athènes, 2003, σελ. 29-40
- « Préservation du milieu marin c. liberté de navigation : la lutte contre la pollution par les navires et les pouvoirs de l'État du port », *Annuaire du droit de la mer*, vol. VIII, 2003, pages 297 à 321

Comptes rendus bibliographiques

- « Midocean Archipelagos in International Law, By P. Rodgers », *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIX, 1983, pages 311 à 313
- « La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, par J. P. Levy », *British Year Book of International Law*, 1986, pages 389 et 390
- « L'exploitation des ressources minérales des fonds marins : législations nationales et droit international, par V. Game de Fontbrune », *British Year Book of International Law*, 1986, pages 380 et 381
- « Perspectives du droit de la délimitation maritime, par P. Weil », *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLIV, 1988, pages 369 à 371.

Principales publications dans d'autres domaines du droit international

Livres

- *Répertoire des décisions et des documents de la procédure écrite et orale de la Cour permanente de Justice internationale et de la Cour internationale de Justice*, Les compétences de l'État, par P. Haggemacher et R. Perruchoud, avec la collaboration de H. Dipla, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, n° 53, série 1, vol. 4, 1984, 1 780 pages
- *Répertoire des décisions et des documents de la procédure écrite et orale de la Cour permanente de justice internationale et de la Cour internationale de Justice*, La responsabilité internationale, la guerre et la neutralité, P. Haggemacher, R. Perruchoud et H. Dipla, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, n° 54, série 1, vol. 5, 1989, 1 637 pages
- *La responsabilité de l'État pour violations des droits de l'homme. Problèmes d'imputation*. Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, Série n° 2, Éditions Pedone, Paris, 1994, 116 pages
- H. Dipla et Em. Doussis, *La Cour internationale de Justice, deuxième volume, Résumé de jurisprudence 1980-2000*, Éditions Sakkoulas, Athènes, 2001, 274 pages (en grec).

Articles

- « Contribution de l'Assemblée générale des Nations Unies à la régulation des relations internationales », dans *Contributions à l'Année internationale de la paix, Les Cahiers du droit public*, Bordeaux, 1988, pages 139 à 144
- « Le droit d'intervention humanitaire » (en grec), *Annuaire d'ELIAMEP*, 1994, pages 369 à 376
- « La Convention des Nations Unies sur les droits des travailleurs migrants et de leur famille face à la réalité, dans L.-Al. Sicilianos (éd.), *Nouvelles formes de discrimination*, Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, série n° 2, Éditions Pedone, Paris, 1995, pages 35 à 46
- « Responsabilité de l'État et droits de l'homme. L'Arrêt de la Cour de Strasbourg en l'affaire *Loizidou c. Turquie* », *Revue hellénique de droit international*, 1997/1, pages 17 à 42
- « Les résolutions du Conseil de sécurité imposant des mesures coercitives et leur mise en œuvre », *L'effectivité des organisations internationales, Mécanismes de suivi et de contrôle* (éd. H. Ruiz-Fabri, A.-L. Sicilianos, J.-M. Sorel), Éditions Sakkoulas et Pedone, Athènes-Paris, 2000, pages 23 à 57
- « Problèmes soulevés par la non-exécution de l'arrêt *Loizidou c. Turquie* » (en grec), *La question chypriote et les droits de l'homme* (éd. Chr. Bourloyiannis-Vraïla), Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, Éditions Sakkoulas, Athènes, 2000, pages 49 à 61
- Rédaction de 23 définitions concernant la responsabilité de l'État dans le *Dictionnaire de droit international public*, sous la direction de J. Salmon, Universités francophones, Éditions Bruylant, Bruxelles, 2001
- « Constantin protecteur de la liberté de religion ou persécuteur des païens? », dans *Poteri religiosi e istituzioni : Il Culto di San Costantino Imperatore tra Oriente e Occidente*, Consiglio nazionale delle ricerche, Progetto strategico sistemi giuridici del Mediterraneo, Éditions G. Giappichelli/Istituto di Studi e Programmi per il Mediterraneo (ISPRM), Turin, 2003, pages 221 à 232
- « Jean-Paul II défenseur de la paix et de la justice », dans *Giovanni Paolo II. Le vie della Giustizia. Itinerari per il terzo millennio*, Éditions Bardi, Rome, 2003, page 850.

Hmoud, Mohammed Alhaj (Iraq)

Expérience professionnelle

Depuis 2004	Secrétaire adjoint aux affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères, Gouvernement provisoire iraquien
2003-2004	Ambassadeur auprès du Ministère des affaires étrangères, Chef du Service juridique
1999-2003	Conseiller juridique du Ministre des affaires étrangères
1997-2003	Membre du Comité de juristes du Ministère des affaires étrangères
1981-1986	Ministre plénipotentiaire au Ministère et Chef du Service juridique
1969-1988	Professeur de droit international à l'Université de Bagdad
1988-2003	Avocat en exercice dans le système judiciaire iraquien
1974-1979	Chef de la faculté de droit international à l'Université de Bagdad
1959-1962	Avocat en exercice dans le système judiciaire iraquien

Conférences et réunions internationales

- Membre de la délégation iraquienne à la troisième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1975-1982)
- Signataire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer au nom de l'Iraq (1982)
- Chef de la délégation iraquienne auprès du Comité préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins depuis sa création jusqu'en 1986 et en 2001 et 2002
- Chef du Comité arabe de mise en forme à la troisième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1975-1982)
- Chef du Comité juridique permanent de la Ligue des États arabes (1982-1986)
- Membre de la délégation iraquienne à la session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique à New Delhi (1976), Bagdad (1977) et Doha (1978).
- Membre de la délégation iraquienne du Comité d'experts arabes de la troisième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1975-1982)

Titres universitaires et postuniversitaires

1959	Licence de droit
1965	Diplôme d'études universitaires supérieures en droit (France)
1967	Doctorat en droit (France)
1973	Diplôme de l'Université de La Haye en droit international

Renseignements personnels

Né en Iraq en 1936, M. Hmoud est marié et a trois grands enfants. Il parle couramment l'arabe, l'anglais et le français.

Hoffman, Albertus Jacobus (Afrique du Sud)

Renseignements personnels

Noms et prénoms : Hoffmann, Albertus (Albert) Jacobus

Date et lieu de naissance : 18 mai 1955, Vanderbijl Park (Afrique du Sud)

Nationalité : sud-africaine

État civil : Marié à Nicolin Hoffmann, titulaire d'une maîtrise de sciences (études artistiques), consultante, 3 enfants

Langues : anglais, afrikaans, connaissances élémentaires de l'allemand

Poste occupé actuellement

Directeur en chef Affaires juridiques, Ministères des affaires étrangères, Pretoria

Postes occupés précédemment

1999-2003	Conseiller juridique à la Mission permanente d'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York
1992-1999	Premier Conseiller en droit des États, Ministère des affaires étrangères, Pretoria
1990-1991	Conseiller de haut niveau en droit des États, Ministère des affaires étrangères, Pretoria
1983-1989	Conseiller en droit des États, Ministère des affaires étrangères, Pretoria
1983	Admis comme avocat à la Cour suprême d'Afrique du Sud
1980-1982	Avoué stagiaire dans un cabinet d'avocats, Johannesburg
1978-1979	Secrétaire général de l'Union des étudiants afrikaans et de l'Union de la presse étudiante
1976-1977	Chroniqueur judiciaire et politique pour un quotidien, Johannesburg
1974-1975	Assistant, Magistrate's Court, Johannesburg

Expérience professionnelle : Juriste en droit international

- Conseille le Gouvernement sud-africain, les ministères et les institutions gouvernementales dans le domaine du droit international et de son application;
- Offre des services d'orientation générale, de gestion et de coordination dans le domaine juridique au Ministère des affaires étrangères sud-africain;
- Représente le Gouvernement sud-africain dans les négociations internationales, régionales et bilatérales sur des questions juridiques relatives aux affaires et aux politiques étrangères;
- Participe à des réunions, conférences, séminaires et ateliers internationaux sur plusieurs thèmes de droit international;

- Représente le Gouvernement sud-africain dans le règlement de litiges et de différends internationaux;
- Rédige et négocie des instruments législatifs internationaux;
- Élabore des lois visant à donner effet aux obligations et aux engagements internationaux de l’Afrique du Sud;
- Informe les commissions parlementaires sur la législation et sur la conclusion et la ratification d’accords internationaux;
- Se tient en rapport avec les décideurs, les représentants de gouvernements étrangers, les partenaires stratégiques, les établissements universitaires, les juristes, la société civile et autres intéressés en ce qui concerne des questions d’intérêt commun et la poursuite d’objectifs de politique étrangère;
- Contribue au développement et à la codification du droit international;
- Donne des conférences sur des thèmes du droit international.

Négociations constitutionnelles

A participé aux négociations constitutionnelles et internationales, antérieures à 1994, qui ont permis le passage au nouvel ordre démocratique en Afrique du Sud.

A négocié, en sa qualité de représentant du Gouvernement sud-africain, des accords avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et d’autres organismes internationaux en vue de faciliter le rapatriement des réfugiés et le retour en Afrique du Sud des exilés politiques.

A représenté le Ministère des affaires étrangères dans les négociations multipartites pour la Convention pour une Afrique du Sud démocratique et dans l’élaboration de la constitution, s’attachant essentiellement à la réinsertion en Afrique du Sud des anciens homelands du Transkei, du Bophuthatswana, du Venda et du Ciskei.

A conseillé le sous-comité technique de l’Assemblée constitutionnelle en ce qui concerne les dispositions du droit international de la nouvelle Constitution sud-africaine et des questions relatives aux frontières internationales et maritimes sud-africaines.

A conseillé le Conseil exécutif de transition dans le domaine des accords de transition en attendant l’entrée en vigueur de la Constitution provisoire et de la Constitution finale.

A représenté l’ancien gouvernement dans les négociations, les mécanismes constitutionnels et les préparatifs qui ont mené à l’indépendance de la Namibie.

A été membre de l’équipe de négociateurs qui a créé une Autorité administrative conjointe Namibie-Afrique du Sud pour Walvis Bay en vue du transfert de cette enclave, y compris les îles Penguin, à la Namibie.

Expérience internationale

A fourni des conseils et un appui technique au nouveau Gouvernement sud-africain à propos de la réadmission de l’Afrique du Sud dans la communauté internationale, son affiliation à de nombreuses organisations internationales et son adhésion à de nombreux traités et accords internationaux.

A représenté le Gouvernement sud-africain dans des négociations et des conférences internationales sur des questions diverses comme l'extradition, l'entraide judiciaire, la criminalité transfrontières, la protection de l'investissement, les différends frontaliers, le droit diplomatique et consulaire, le droit de la mer, l'Antarctique, la délimitation maritime, les pêches maritimes, la pollution marine, l'immersion de déchets en mer, le transport maritime, la gestion des zones côtières, le droit international de l'eau, la protection de l'environnement, les mouvements transfrontières des déchets toxiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone, le droit commercial international, etc.

S'est notamment intéressé à la gestion des océans et au droit de la mer et s'est spécialisé dans ce domaine.

Droit de la mer

- Conseiller du Gouvernement sud-africain pour les questions relatives au droit de la mer; a beaucoup contribué à ce que l'Afrique du Sud signe et ratifie la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention.
- Membre du Comité interministériel auteur de la Loi sur les zones maritimes et de la loi sur les ressources marines vivantes visant à donner effet aux obligations et droits internationaux de l'Afrique du Sud.
- Représentant de l'Afrique du Sud aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux séances du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer.
- Participant à titre régulier au débat annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies consacré aux océans et au droit de la mer et aux équipes chargées de rédiger les résolutions au titre de ce point de l'ordre du jour.

Autorité internationale des fonds marins

- Représentant de l'Afrique du Sud à l'Assemblée et au Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins;
- Membre élu et Président actuel de la Commission juridique et technique de l'Autorité internationale des fonds marins;
- Ancien membre du Comité des finances de l'Autorité internationale des fonds marins;
- Président de la Commission de conciliation créée par le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins.

Pêches maritimes

- Conseiller du Gouvernement sud-africain sur la pêche illégale dans les eaux sud-africaines et sur la pêche illégale, clandestine et non réglementée dans l'océan Austral.
- Rôle déterminant dans l'adhésion de l'Afrique du Sud à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des

stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et participant aux consultations entre les États parties.

- Conseiller et membre des délégations sud-africaines à plusieurs réunions consacrées aux pêches et au droit de la mer : Organisation des pêches de l'Atlantique Sud-Est, Convention sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques de l'océan Indien austral et de l'Atlantique Sud-Est, Accord aux fins de la création de la Commission du thon de l'océan Indien, Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique et Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique.
- Représentant de l'ancien Gouvernement aux commissions bilatérales des pêches avec le Mozambique et la Namibie.

Frontières et délimitations maritimes

- Conseiller du Gouvernement sud-africain concernant la création et la délimitation des frontières maritimes de l'Afrique du Sud.
- Membre des commissions bilatérales sur la délimitation des frontières maritimes par rapport aux frontières latérales entre l'Afrique du Sud et la Namibie et entre l'Afrique du Sud et le Mozambique.
- Membre de la liste des consultants sur les frontières maritimes.

Plateau continental

- Conseiller du Gouvernement sud-africain sur l'extension des limites extérieures du plateau continental d'Afrique du Sud et sur l'élaboration d'une proposition visant à créer la Commission des limites du plateau continental.
- Participant au cycle de formation consacré à l'établissement des limites extérieures du plateau continental organisé par le Gouvernement brésilien.

Pollution marine

- Conseiller et ancien membre de la délégation sud-africaine aux réunions annuelles de la Convention de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières.
- Conseiller du Gouvernement sud-africain concernant le passage dans les eaux sud-africaines de navires étrangers transportant des déchets nucléaires.

Ressources en eau

- Conseiller et membre de la délégation sud-africaine qui a négocié le Traité relatif au projet de mise en valeur des ressources en eau du Lesotho pour le transfert de l'eau du Lesotho au fleuve Vaal en Afrique du Sud.
- Membre de la commission conjointe entre l'Afrique du Sud et la Namibie sur l'utilisation de l'eau du fleuve Orange.

Frontières internationales

- Conseiller du Gouvernement sud-africain concernant l'établissement des frontières internationales de l'Afrique du Sud et les questions relatives aux frontières avec les États voisins.

Antarctique

- Conseiller et ancien représentant de l'Afrique du Sud aux Réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique et aux sessions extraordinaires consacrées à l'élaboration du Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement.
- Participant aux négociations pour l'élaboration d'un régime de responsabilité pour les dommages causés par des activités menées en Antarctique.
- Membre du Comité de gestion de l'Antarctique qui est chargé de gérer et de coordonner l'intervention de l'Afrique du Sud en Antarctique.

Sixième Commission

- Représentant de l'Afrique du Sud pour toutes les questions inscrites à l'ordre du jour des sessions annuelles de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Tribunaux pénaux internationaux

- Conseiller du Gouvernement sud-africain concernant les travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Cour pénale internationale

- Membre de la délégation sud-africaine à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale et à la première Assemblée des États parties.

Terrorisme international

- Conseiller du Gouvernement sud-africain concernant les mesures prises par les Nations Unies pour lutter contre le terrorisme international.
- Représentant de l'Afrique du Sud au Sous-Comité plénier des mesures destinées à prévenir le terrorisme international.
- Vice-Président et représentant du Groupe africain au Bureau du Sous-Comité.
- Coordinateur des consultations du Sous-Comité et d'un groupe de travail de la Sixième Commission concernant les questions en suspens relatives au projet de convention pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

Titres et études universitaires

- | | |
|------|---|
| 1979 | B. Proc. (diplôme de premier cycle universitaire en droit)
Université de Johannesburg (anciennement Rand Afrikaans University) |
| 1982 | Licence de droit
Université de Johannesburg |

- 1987 Maîtrise de droit (*cum laude*)
Université de Johannesburg
Thèse : Le régime des îles en droit international, notamment les îles d'Afrique du Sud situées au large de la Namibie
- 1990 Maîtrise de droit
Programme de l'Université de Pretoria (cycle de cours, suivi sans intention d'obtenir un titre, dans les disciplines suivantes : droit des affaires transnationales, droit maritime, droit international des droits de l'homme, organisations internationales)
- 2003 Maîtrise de droit
Programme de l'UNITAR et de Columbia University (New York) (cycle de cours, suivi sans intention d'obtenir un titre, dans les disciplines suivantes : doctrine de la guerre et droit international humanitaire)

Autres études

- Formation diplomatique : niveaux I, II et III, Institut du service diplomatique (Pretoria)
- Cours de rédaction de textes de loi, Ministère de la justice (Pretoria)
- Cours, séminaires et ateliers sur divers thèmes du droit international et du droit constitutionnel
- Cours d'initiation et de perfectionnement sur les aptitudes à la négociation, School of Business Leadership, University of South Africa
- Cours sur l'administration publique, School of Management and Administration, Université de Pretoria
- Cours à l'intention des hauts responsables du service public, Institut de formation, Commission pour l'administration
- Cours à l'intention des hauts responsables, consacré au thème « Relever les défis du nouveau service public » présenté par le Civil Service College of United Kingdom et traitant entre autres de la transformation, des mesures pour la promotion des minorités, de la gestion du changement, de la nouvelle loi sur le service public, des relations professionnelles et de la mise en valeur des ressources humaines
- Cours d'informatique : Stairs, AS400, WordPerfect et MS Word 7.0, Central Computer Services (Pretoria)
- Atelier consacré à la négociation d'instruments législatifs internationaux, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (New York)
- Séminaire sur le commerce international, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche/University of Texas (New York)
- Cours sur le droit international des réfugiés, Institut international de droit humanitaire, Sanremo (Italie)
- Séminaire sur le droit international humanitaire à l'intention des diplomates accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York University

- Réunion d'experts de haut niveau sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire, Harvard University
- Séminaire de droit international humanitaire, Columbia University (New York)
- Cycle de formation consacré à l'établissement des limites extérieures du plateau continental, Rio de Janeiro (Brésil)

Publications, exposés et conférences

« Le régime des îles en droit international, notamment les îles d'Afrique du Sud situées au large de la Namibie », thèse de maîtrise de droit, publiée en Afrikaans (1987)

« L'importance des îles d'Afrique du Sud dans la création des zones maritimes », document présenté à la Conférence maritime nationale, Le Cap (1987)

Prince Edward Islands: Historical and legal background. Chapitre consacré à une étude de faisabilité pour la construction d'une piste d'atterrissage sur l'île Marion (1989)

Nombreux avis juridiques et exposés sur la souveraineté de Walvis Bay et des îles Penguin et sur les questions relatives à la création et à la délimitation de zones maritimes

A organisé une réunion d'experts internationaux sur l'élaboration d'un régime de responsabilité pour les dommages causés à l'environnement en Antarctique, Le Cap (1997)

A organisé un séminaire sur le droit commercial international présidé par le Secrétaire exécutif de la CNUDCI, Pretoria (1998)

A organisé et présidé un séminaire sud-africain à l'occasion du centenaire de la première Conférence internationale de la paix, Pretoria (1999) et représenté l'Afrique du Sud aux célébrations organisées à La Haye (Pays-Bas) à l'occasion de ce centenaire

« Approche intégrée de la protection et de la sauvegarde du milieu marin et de la conservation et de la mise en valeur de ses ressources du point de vue d'un pays en développement » : exposé présenté à une table ronde pendant la troisième Réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (2002)

« Aspects of the draft regulations on prospecting and exploration for polymetallic sulphides and cobalt-rich ferromanganese crusts relating to the protection of the International Seabed environment » : document présenté à un atelier organisé à Kingston (Jamaïque) en 2004 par l'Autorité internationale des fonds marins concernant l'établissement de lignes de base environnementales sur les sites d'exploitation minière des agrégats riches en cobalt et des sulfures polymétalliques sur le fond des mers dans la Zone en vue d'évaluer les effets probables de l'exploration et de l'exploitation de ces gisements sur le milieu marin

« Le rôle des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme international » : conférence à l'intention d'étudiants en maîtrise de droit, Université de Johannesburg (2004)

Nombreuses conférences sur des sujets de droit international, de droit de la mer et de droit sud-africain organisées à l'intention des membres de l'Institut du service diplomatique et d'autres services gouvernementaux d'Afrique du Sud

Affiliations professionnelles

- Admis comme avocat à la Cour suprême d'Afrique du Sud
- Membre exécutif de la section sud-africaine de l'Association de droit international
- Membre du Comité de rédaction de l'Annuaire sud-africain du droit international
- Juge titulaire des séries sud-africaines du concours international Jessup de procès simulés

Kateka, James L **(République-Unie de Tanzanie)**

James L. Kateka est né le 29 avril 1945 dans le district de Karagwe (République-Unie de Tanzanie).

L'Ambassadeur est diplômé en droit. Il a obtenu en 1970 une licence de droit (avec mention) à l'University College de Dar es-Salaam (University of East Africa), puis, en 1974, une maîtrise en droit (spécialisation en droit international) au Kings College (University of London). Il est partenaire du Cabinet South Law Chambers, basé à Dar es-Salaam.

Élève de l'école primaire Nyakahanga à Karagwe de 1952 à 1955 (de la première à la quatrième années), il a ensuite étudié à l'école secondaire Mugeza à Bukoba de 1956 à 1959 (cinquième à huitième année) puis a suivi, de 1960 à 1965, un enseignement du second degré à l'école Tabora, où il a obtenu le Cambridge School Certificate en 1963 et le Cambridge Higher School Certificate en 1965. Il est ensuite entré à l'université.

L'Ambassadeur est membre de la Commission du droit international (1997-2006). À ce titre, il a beaucoup contribué à la codification et à l'élaboration progressive du droit international dans de nombreux domaines, notamment ceux de la responsabilité des États, des réserves aux traités, de la protection diplomatique, de la nationalité en relation avec la succession d'États et de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international. Il a été Vice-Président de la Commission en 2002 et Président du Comité de rédaction en 2003, durant les cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, respectivement.

L'Ambassadeur est juge ad hoc à la Cour internationale de justice dans l'affaire concernant les activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*).

Diplomate de carrière, James L. Kateka est entré au Ministère tanzanien des affaires étrangères le 23 mars 1970. Il est doyen des ambassadeurs de la République-Unie de Tanzanie depuis mars 2004. Ambassadeur de son pays auprès de la Suède depuis 1998, il réside actuellement à Stockholm où il est doyen du corps diplomatique depuis octobre 2003. Il est en même temps accrédité auprès des autres pays nordiques : le Danemark, la Finlande, la Norvège et l'Islande et les Républiques baltes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Il a été ambassadeur de la République-Unie de Tanzanie en Fédération de Russie de 1994 à 1998. Avant d'aller à Moscou, il avait été Ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne pendant cinq ans (1989-1994), et résidait à Bonn. Il a été en même temps accrédité auprès de l'Autriche, de la Pologne, de la Roumanie, du Saint-Siège et de la Suisse.

M. Kateka a été Directeur du Département des affaires juridiques et des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères de 1983 à 1989. Durant son mandat de Conseiller juridique, il a pris part aux négociations relatives à plusieurs traités bilatéraux. Il a participé à l'élaboration de la législation tanzanienne visant à incorporer dans le droit national les conventions de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et sur les relations consulaires (1963). Il a aussi participé à l'élaboration de la législation qui a porté création du conseil national de la gestion

environnementale, et a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la législation sur la mer territoriale et la zone économique exclusive tanzaniennes.

De 1980 à 1983, M. Kateka était Chef de la Section des traités au Ministère des affaires étrangères (d'abord au rang de Ministre conseiller, puis en qualité de Ministre plénipotentiaire). À ce titre, il était gardien et dépositaire des traités auxquels la République-Unie de Tanzanie est partie. Il a compilé et préparé en vue de leur publication des traités bilatéraux.

En tant que Conseiller juridique de la Mission de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (de 1976 à 1980), James L. Kateka a participé à la rédaction de nombreuses résolutions de la Sixième Commission. Il a participé aux négociations sur la Convention internationale contre la prise d'otages et a été rempli les fonctions de Rapporteur du Comité spécial du terrorisme international (de 1977 à 1979). En 1976, lorsque la République-Unie de Tanzanie était membre du Conseil de sécurité, il a présidé le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud. Il a participé aux travaux du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, de la CNUDCI, du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires et du Comité spécial chargé d'élaborer la déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

De 1971 à 1973, M. Kateka a participé aux travaux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au delà des limites de la juridiction nationale. Il a participé à toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de 1973 à 1982. Il a contribué à l'adoption des parties XII (Protection et préservation du milieu marin) et XIII (Recherche scientifique marine) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. De 1983 à 1993, il a participé à toutes les sessions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. Il a participé aux négociations concernant le règlement des différends entre investisseurs pionniers dans le contexte de l'exploitation minière du sous-sol marin, ainsi qu'à 12 sessions de l'Assemblée générale (de 1976 à 1988). Il a joué un rôle actif à l'occasion des première et deuxième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées au désarmement (du 23 mai au 4 juillet 1978 et du 7 juin au 10 juillet 1982, respectivement).

James L. Kateka a pris part à de nombreuses conférences internationales, notamment la Conférence de Stockholm sur l'environnement (1972), la Conférence de Londres qui a abouti à la Convention sur l'immersion des déchets, la Conférence de Nairobi dont est issue la Convention relative à la protection, à la gestion et à la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Est (1985), la Conférence de l'OMI qui a abouti à l'adoption de la Convention sur la pollution maritime (1973) et la Conférence des Nations Unies à l'issue de laquelle a été adoptée la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités (1978). Il était membre du groupe international d'experts du PNUE sur la prévention et le règlement des différends dans le domaine de l'environnement de 1998 à 1999 (le rapport des experts a été soumis au Conseil d'administration du PNUE à sa vingtième session). Il a également participé à une réunion d'experts du PNUE sur la

responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages causés à l'environnement, organisée à Genève en mai 2002.

L'Ambassadeur Kateka a écrit de nombreux articles pour plusieurs publications juridiques et donné des conférences de droit international, notamment sur le droit de la mer, les droits de l'homme, le droit de l'environnement et les activités de la Commission du droit international.

Le Pape Jean-Paul II lui a décerné en 1993 la décoration papale de la Grande Croix avec étoile de l'ordre de Pie IX.

Il est marié à Adolphine (née Gabone), économiste, avec laquelle il a eu un fils Kahabuka Edward, qui est avocat.

**Keita, Raphaël Théophile
(Mali)**

Date et lieu de naissance : 24 octobre 1948 à Bendougoura – C/Kita Rep. Du Mali, État sans littoral, enclave et géographiquement désavantagé

Adresse : Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Bamako, République du Mali

Tél. : (223) 02 38 // 222 37 43 // 222 37 44

Cell. : (223) 602 94 45

Fax : (223) 223 02 38 // 222 52 26

E-mail : docrk3@yahoo.fr

Statut social : Marié (deux enfants); catholique romain

Diplômes

Docteur d'État en science politique, faculté de droit et des sciences économiques, Paris I Sorbonne, France, juin 1976

Docteur d'État en droit, faculté de droit et des sciences économiques, Université d'Aix-en-Provence, France, juin 1974

Diplôme d'études supérieures d'histoire du droit et des faits sociaux, faculté de droit et des sciences économiques, Université d'Aix-en-Provence, France, novembre 1973

Diplôme d'études supérieures en science politique, faculté de droit et des sciences économiques, Université d'Aix-en-Provence, France, novembre 1972

Diplôme de formation diplomatique, Centre européen de la dotation Carnégie, Université de Genève, Suisse, juillet 1971

Diplôme de l'Institut d'études internationales et des pays en voie de développement, faculté de droit et des sciences économiques, Université de Toulouse, France, juin 1969

Diplôme de l'Institut d'études politiques, faculté de droit et des sciences économiques, Université de Toulouse, France, octobre 1969

Licence d'état de droit public, faculté de droit et des sciences économiques, Université de Toulouse, France, juin 1968

Formation professionnelle

Journalisme, Université de La Havane, Cuba, août 1963

Formation diplomatique au Centre européen de la dotation Carnégie, Genève, Suisse, septembre 1970-juillet 1971

Séminaire sur « Les éléments de la politique étrangère des États-Unis », octobre-novembre 1981, Département d'État, Washington, et « The Fletcher School of Law and Diplomacy, Boston (Mass.)

Douzième Congrès de l'Association de droit international, Séoul, République de Corée, août 1986

Séminaire de droit international, Moscou et Vilnus (Lituanie), octobre-novembre 1987

Stage de perfectionnement diplomatique à l'Institut de formation diplomatique d'Islamabad, République islamique du Pakistan (mai à juillet 1992)

Carrière

Diplomate de carrière, 1^{er} janvier 1977; classe exceptionnelle

Inspecteur des Services diplomatiques et consulaires, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Bamako, République du Mali, depuis le 21 janvier 2002

Conseiller technique au Ministère des affaires étrangères pour les affaires politiques, juridiques et pour les affaires de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU, an 2000-2002

Premier Conseiller, Chargé d'affaires du Mali, ACCRA, au Ghana, Togo, Bénin, Nigéria, 1996-1999

Premier Conseiller et adjoint de l'Ambassadeur, Représentant permanent du Mali auprès de l'ONU à New York, 1993-1996

Conseiller auprès de l'Ambassade du Mali, à Paris/Rome (Italie) 1982-1985

Directeur général des affaires politiques, juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères, des Maliens de l'extérieur, de l'intégration régionale et de la coopération internationale (1977-1982)

Chef de la délégation du Mali aux onzième et douzième sessions du Comité préparatoire et de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1981-1982)

Délégué, participant à diverses réunions et sessions de différentes commissions de l'Assemblée générale des Nations Unies traitant de questions liées au droit de la mer (1986-2003)

Activités universitaires

Matières enseignées : Droit de la mer; droit fluvial; droit aérien
Droit international public; droit constitutionnel
Droit administratif
Théorie et pratique diplomatiques

Professeur assistant à l'Institut d'études politiques de Toulouse, France (septembre 1969-juillet 1970)

Professeur assistant de droit à l'Université d'Aix-en-Provence (1973-1974)

Professeur à : École nationale de police (1978-1982)
Académie régionale militaire de Koulikoro – Mali (1991-1993)
Institut régional de formation/perfectionnement des magistrats (1981-1983)

Publications

Journaliste pigiste

Le Soudan français : institutions politiques et administration de la colonisation (XVI^esiècle à 1930)

La coopération bilatéral franco-malienne de 1960 à 1974

Divers articles et conférences sur : concepts généraux de nation, patrie, État; jeunesse et développement; femmes et politique; dialogue islamo-chrétien; poèmes, etc.

Activités sociales et culturelles

Membre de l'Association malienne des droits de l'homme; de l'Union des écrivains maliens (division poésie); de l'Association des cadres catholiques et du Conseil des Laïcs de plusieurs associations sociales, politiques et communautaires

Langues

Parle et écrit couramment le français, l'anglais et l'espagnol

Bonnes notions de portugais et d'italien

Marsit, Mohamed Mouldi
(Tunisie)

Membre du Tribunal international du droit de la mer depuis le 1^{er} octobre 1996, Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins

Né le 14 janvier 1944 à Kébili (Tunisie)

Formation universitaire

Licence en droit; diplôme d'études supérieures en droit; diplôme de l'École nationale d'administration de Tunis.

Expérience professionnelle

Administrateur (1969-1996), Directeur-adjoint (1976-1996), Directeur général (1985-1996), Conseiller juridique du Gouvernement; Chef de division au Cabinet du Premier Ministre (1989-1993); Conseiller du médiateur administratif (Ombudsman) (1993-1994); Directeur général des affaires consulaires au Ministère des affaires étrangères (1994-1996); Administrateur à la Compagnie tunisienne de navigation; Représentant du Premier Ministre auprès du Tribunal administratif (contentieux) (1975-1980); Conseiller juridique tunisien dans l'affaire relative au plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) auprès de la Cour internationale de Justice (1981-1982 et 1985); maître de conférence à la Faculté de droit de Tunis (relations internationales) (depuis 1991).

En tant que membre de la délégation tunisienne, a participé aux travaux des instances suivantes : Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1973); troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982); Groupe de contact des 77 sur le règlement des différends, le préambule et les clauses finales (Coordonnateur de 1976 à 1982); Groupe de travail sur le règlement des différends du Groupe des experts arabes du droit de la mer (Président en 1976, 1977 et 1979); Conférence de Barcelone organisée par les pays riverains de la méditerranée pour la lutte contre la pollution (membre du comité de rédaction, 1976); Groupe africain pour les réunions des experts juridiques du droit de la mer, tenues à Addis-Abeba et à Nairobi (rapporteur, 1978-1979); Sixième Commission de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (1980); Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (coordonnateur du Groupe des 77, 1984-1994); l'Autorité internationale des fonds marins (Président de la Commission des finances, 1996).

Publications

Ouvrages et articles sur le droit de la mer, notamment *La Tunisie et le droit de la mer* (publié en arabe), 1992; *Le Tribunal du droit de la mer*, 1999; *Le règlement du Tribunal international du droit de la mer, Annuaire du droit de la mer*, 1997.

Nouveaux ouvrages à paraître

International relations and the beginning of the third millennium
Africa and the law of the sea

**Nelson, L. Dolliver M.
(Grenade)****Renseignements personnels**

Date de naissance : 27 juin 1932

Lieu de naissance : Sauteurs, Grenade

Études

Grenada Boys' Secondary School

Université des Antilles

London School of Economics

Diplômes et qualifications

B. A. (Université des Antilles) (1954) – français, espagnol et latin

Diplôme d'éducation (1955)

Licence (Londres) (1962)

Maîtrise (Londres) (1964) (London School of Economics) : jurisprudence, histoire du droit international, droit des institutions internationales et droit de la mer

Doctorat (Londres) (1969) (London School of Economics) : droit international

(L'arbitrage des différends internationaux en Amérique latine)

Avocat (Gray's Inn, Londres) (1971)

Admission au barreau de la Grenade (1972)

Bourses

1951 Boursier de Sainte Madeleine (Université des Antilles)

1965 Boursier en droit international (London School of Economics)

1966 Boursier de recherche à l'étranger en droit international public (British Institute of International and Comparative Law)

1998 Distinguished Graduate Award de l'Université des Antilles

Expérience professionnelle**Actuellement**

Depuis 2002 Président du Tribunal international du droit de la mer à Hambourg (Allemagne)

De 1999 à 2002 Vice-Président du Tribunal

Depuis 1996 Juge au Tribunal

Depuis 1995 Professeur associé de droit international au Département de droit de la London School of Economics and Political Science

À l'Organisation des Nations Unies

1983-1994 Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer

1984-1994	Directeur adjoint, Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques
1993-1994	Secrétaire de la Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs
1990-1994	Conseiller juridique pour les consultations officieuses du Secrétaire général sur les questions relatives à l'exploitation des fonds marins qui ont permis en 1994 l'adoption de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982
1974-1982	Secrétaire du Comité de rédaction de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
1976-1984	Spécialiste du droit de la mer (hors classe)
1974-1976	Spécialiste du droit de la mer

Activités universitaires

1980	Université Dalhousie, Halifax (Canada)
Janvier-juin	Professeur invité Enseignement du droit international de la mer et encadrement des étudiants préparant leur mémoire de maîtrise en droit
1970-1977	The London School of Economics and Political Science Maître de conférences (titulaire) en droit Enseignement du droit international et de la jurisprudence aux étudiants de licence et de maîtrise (économie) Animation de séminaires sur le droit de la mer et le droit des institutions internationales à l'intention des étudiants préparant une maîtrise de droit. Encadrement des étudiants préparant un doctorat en droit international (En congé de 1975 à 1977, reprend ses fonctions au cours du deuxième trimestre de 1977)
1965-1970	Ealing Technical College (actuel Thames Valley University), Londres Chargé de cours principal en droit Chargé de cours en droit

Enseignement

1955-1959	Kingston College, Jamaïque (Antilles) Enseignement des langues modernes (français et espagnol)
-----------	---

Autres activités

A donné des conférences sur divers aspects du droit de la mer au Sir Hersch Lauterpacht Research Centre de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (2004)

Discours commémoratif en hommage à F. S. Dethridge, trentième Conférence de la Maritime Law Association of Australia and New Zealand (MLAANZ), Brisbane (Australie) (2003)

Conférences dans les établissements suivants :

Université d'Édimbourg (Écosse) (2000)

Istituto di Diritto Internazionale, Université de Milan (Italie) (1999)

Université de Stockholm (Suède) (1999)

Atelier régional du Pacifique Sud organisé par le Secrétariat du Commonwealth, Apia (Samoa) (1998)

Rhodes Academy of Oceans Law and Policy, Grèce (1997, 1998, 2000, 2001 et 2002)

Law of the Sea Institute, University d'Hawaii (1977 et 1994)

Université de Kiel, faculté de droit international, Allemagne (1990)

Institut de droit maritime international, Malte (1990)

Université de Hambourg, Institut du droit de la mer et du droit maritime, Allemagne (1989)

Greenwich Forum, Londres (1977, 1989 et 1996)

Manhattan College, School of Engineering, New York (Fishback Lecture) (1987)

University of Connecticut, faculté de droit, États-Unis d'Amérique (1985)

Université maritime mondiale, Malmö (Suède) (1980)

A participé activement aux réunions suivantes :

Consultations techniques de la FAO sur la pêche en haute mer, Rome (Italie), 7-15 septembre 1992

Atelier informel sur le régime juridique de la pêche hauturière dans le cadre des grands écosystèmes marins, Monaco, octobre 1990

Conférence internationale sur la conservation et la gestion des ressources biologiques de la haute mer, St. John's, Terre-Neuve (Canada), 5-7 septembre 1990

Séminaire des Nations Unies sur les mesures propres à renforcer la confiance dans le domaine maritime, Helsingör (Danemark), 13-15 juin 1990 (Président du Groupe de travail sur le droit de la mer, la gestion des océans et les mesures propres à renforcer la confiance)

Conférence sur les perspectives concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : gestion par l'ONU, applications novatrices, besoins futurs (Kingston, Ontario (Canada), 13-14 octobre 1989)

Conférence internationale organisée dans le cadre du Seapol sur l'exploitation et la gestion des océans en Asie du Sud-Est : perspectives d'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Bangkok (Thaïlande), avril 1987

Atelier sur la délimitation des zones maritimes organisé sous les auspices de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, Sainte-Lucie, 28 septembre-1^{er} octobre 1987

Cours de gestion des ressources des océans, Tonga, juin 1986

Consultation juridique sur la pêche, Goroka (Papouasie-Nouvelle-Guinée), juin 1986

Séminaire sur l'utilisation des océans et la mise en valeur des ressources marines dans les Caraïbes orientales, Saint-Kitts, juin 1983

Séminaire sur les problèmes d'exploitation et de gestion des océans dans les Caraïbes orientales : aspects économiques, juridiques et environnementaux et problèmes de planification, Kingstown,

Saint-Vincent-et-les Grenadines, 11-13 mai 1981

Appartenance à des organisations professionnelles

Depuis 2004	Membre du conseil de rédaction du <i>Journal of international maritime law</i>
2001-2003	Membre du Groupe de travail spécial sur les orientations futures de l'Association de droit international
Depuis 2000	Président du Comité des questions juridiques relatives à la limite extérieure du plateau continental de l'Association de droit international
Depuis 1998	Membre du Comité consultatif chargé de l'élaboration du International Organizations and the Law of the Sea Documentary Yearbook
Depuis 1993	Membre du Comité de rédaction de <i>Marine Policy: the International Journal of Ocean Affairs</i>
1992-2000	Membre du Comité chargé de la question de la juridiction des États côtiers pour ce qui est de la pollution des mers, Association de droit international
1984-1994	Membre de l'équipe de recherche chargée d'élaborer le Commentaire sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ces travaux sont menés au Center for Oceans Law and Policy de l'University of Virginia; quatre volumes ont déjà été publiés
1982-1989	Rapporteur du Comité sur la zone économique exclusive, Association du droit international
1980-1984	Membre de l'équipe de recherche du Programme d'études océaniques de l'Université Dalhousie sur les problèmes d'exploitation et de gestion des océans dans les Caraïbes orientales
1976-1985	Séminaire organisé par l'University of Columbia sur l'utilisation des océans (participation en tant que membre associé)
1974-1980	Membre du Comité sur le droit de la mer, Association de droit international
Depuis 1970	Membre de la Société américaine de droit international

Publications

- « The North Sea Continental Shelf Cases and Law Making Conventions », *Modern Law Review*, 35 (1972)
- « Conflict of Interests in the Straits of Malacco » (en collaboration avec M. Leifer, *International Affairs*, 49 (1973)
- « The Patrimonial Sea », *International and Comparative Law Quarterly*, 22 (1973)
- « The Arbitration of Boundary Disputes in Latin America », *Netherlands International Law Review*, 20 (1973)
- « The Andean Common Market », *Year Book of World Affairs*, 29 (1975)
- « El mar patrimonial », *Comparative Juridical Review*, 12 (1975)
- « Legal Implications of the Exclusive Economic Zone for the United Kingdom », *Greenwich Forum* (1977)
- « Functions of Regionalism in the Emerging Law of the Sea as reflected in the Informal Composite Negotiating Text », *Regionalization of the Law of the Sea*, publié sous la direction de Douglas M. Johnston (1977)
- « Equity and the Delimitation of Maritime Boundaries », *Iranian Review of International Relations*, 11-12 (1978)
- « The Emerging New Law of the Sea », *Modern Law Review*, 42 (1979)
- « Marine Regionalism and the Law of the Sea », *Proceedings of the Symposium on Marine Regionalism*, organisé par le Marine Affairs Program, University of Rhode Island (1979)
- « The exclusive Economic Zone and the New Law of the Sea », *Problems of Development and Ocean Management in the Eastern Caribbean*, publié sous la direction d'Edgar Gold, de Norman G. Letalik et de Carlyle L. Mitchell (1981)
- « Implications of the New Law of the Sea Convention for the Eastern Caribbean », *Ocean Use and Resource Development and Management in the Eastern Caribbean*, publié sous la direction d'Edgar Gold, Norman G. Letalik, Carlyle L. Mitchell et al, (1984)
- « The Work of the Drafting Committee », *United Nations Convention on the Law of the Sea*, 1982. A Commentary, vol. 1, Myron H. Nordquist, rédacteur en chef (1985)
- « Câbles and pipelines sous-marins », *Traité du nouveau droit de la mer*, publié sous la direction de René-Jean Dupuy et Daniel Vignes (1985)
- « The Drafting Committee of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea: The Implications of Multilingual Texts », *British Year Book of International Law*, 57 (1986)
- « The Delimitation of Maritime Boundaries in the Caribbean », *Ocean Boundary Making: Regional Issues and Developments*, publié sous la direction de Douglas M. Johnston et Phillip M. Saunders (1988)
- « The Delimitation of Maritime Boundaries in the Eastern Caribbean », *A New Law of the Sea for the Caribbean*, publié sous la direction d'Edgar Gold (1988)

« Certain Aspects of the Legal Regime of the High Seas », *International Law at a Time of Perplexity – Essays in Honour of Shabtai Rosenne*, publié sous la direction de R. Dinstein (1988)

« Convention de La Havane concernant la neutralité maritime », *The Law of Naval Warfare, A Collection of Agreements and Documents with Commentaries*, publié sous la direction de N. Ronzitti (1988)

« The Implementation of the 1982 Convention on the Law of the Sea », *Japanese Maritime Quarterly* (décembre 1988), publié en japonais

« The Rules of Equity in the Delimitation of Maritime Boundaries », *American Journal of International Law*, 84 (1990)

« The Law of the Sea, Ocean Management and Confidence-building Measures », Département des affaires de désarmement de l'ONU, *Topical Papers 4. Naval Confidence-building Measures* (numéro de vente : E90 IX10 (1990)

« The Preparatory Commission for the International Sea-Bed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea: An Evaluation », *Law of the Sea at the Crossroads – The Continuing Search for a Universally Accepted Regime* (1991)

« Submarine Cables & Pipelines », *A Handbook on the New Law of the Sea*, publié sous la direction de R. J. Dupuy et D. Vignes, vol. 2 (1991)

« Renewing the Dialogue », *Issues in Amending Part XI of the LOS Convention: Proceedings of the Fifteenth Annual Seminar, Center for Oceans Law and Policy* (1991)

« Some Observations on the Agreement Implementing Part XI of the 1982 Convention on the Law of the Sea », devant être publié dans les Proceedings of the 28th Annual Conference, Law of the Sea Institute, Hawaii (1995)

« The New Deep Seabed Mining Regime », *The International Journal of Marine and Coastal Law. Law of the Sea Convention: Unfinished Agendas and Future Challenges*, vol. 10, No 2 (1995)

« Some remarks on the Codification and Development of the International Law of the Sea during the Course of the Twentieth Century », *Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence*, The Hague (1995)

« Some Observations on the Agreement Implementing Part XI of the 1982 Convention on the Law of the Sea », *Proceedings of the 28th Annual Conference*, Law of the Sea Institute, Hawaii (1996)

« The International Tribunal for the Law of the Sea – Some Issues », *Indian Journal of International Law*, 37 (1997)

« Claims to the Continental Shelf Beyond the 200-Mile Limit », *Liber Amicorum Günter Jaenicke – zum 85. Geburtstag* (1998)

« The Development of the Legal Regime of High Seas Fisheries », *International Law and Sustainable Development*, édité par Boyle and Freestone (1999)

« The International Tribunal for the Law of the Sea – Some Issues », [version actualisée], *The International Tribunal for the Law of the Sea – Law and Practice*, édité par P. Chandrasekhar Rao and Rahmatullah Khan (2001)

« Declarations and “Disguised Reservations” with respect to the Convention on the Law of the Sea », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 50 (2001)

« The *Virginus* revisited », *Maritime violence and other security issues at sea*, Proceedings of the international symposium held at the World Maritime University, Malmö, Sweden (2002)

« The Continental Shelf: Interplay of Law and Science », *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (2002)

« The “Volga” Case », *The Maritime Law Association of Australia & New Zealand (MLAANZ) Journal*, Volume 18, 2004

Rapports

Cinquante-cinquième rapport de l’Association de droit international, New York, 1972 – Éditeur

« The Freedom of the High Seas and the Exclusive Economic Zone », soixante-et-unième Conférence de l’Association de droit international, Paris, 1994 – Rapporteur

« Relationship between the Exclusive Economic Zone and the Continental Shelf », soixante-deuxième Conférence de l’Association de droit international, Séoul, 1986 – Rapporteur

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle), français, espagnol

Park Choon-Ho
(République de Corée)

Né le 15 avril 1930 en Corée

Coordonnées professionnelles : 82-2-3148-6787
 82-2-3148-6672 (télécopie)

Coordonnées personnelles : 82-2-923-0397
 82-2-922-0844
 82-2-924-0844 (télécopie)

Nationalité : Coréenne

Adresse postale : P.O. Box Sungbuk 83
 Séoul 130-600 Corée

Adresse électronique : <parkchoonh@yahoo.com>

Formation

- 1959 Maîtrise en sciences politiques, Université de Séoul (République de Corée)
- 1965 Diplôme de deuxième cycle en linguistique appliquée, Université d'Édimbourg (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- 1971 Doctorat en droit international de la faculté de droit de l'Université d'Édimbourg – thèse intitulée « The Law and Practice relating to the International Regulation of Fisheries in Asia with particular reference to the Korean-Japanese Dispute »

Expérience professionnelle

- 1972-1978 Chargé de recherche à la Harvard Law School
- 1973 Chargé de recherche au Centre international Woodrow Wilson (Washington)
- 1973-1982 Participation à toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- 1983-1995 Participation à certaines sessions de la Commission préparatoire
- 1978-1982 Chargé de recherche au Centre Est-Ouest d'Hawaï; professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Hawaï
- 1982-1995 Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Corée
- 1987-1992 Directeur des études juridiques internationales à l'Université de Corée
- 1992-1995 Directeur du Centre d'études asiatiques de l'Université de Corée
- 1995-2001 Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Seinan Gakuin (Japon)

1996-(2005)	Juge au Tribunal international du droit de la mer
1997-2001	Professeur émérite de droit international, Graduate School of International Studies, Université de Corée
Depuis 1997	Membre de l'Institut de droit international
2001-2003	Professeur émérite de droit international à l'Université Pukyong de Pusan (République de Corée)
Depuis 2003	Professeur émérite de droit international à l'Université Konkuk (Séoul)

Publications

Publication de monographies et d'articles en chinois, anglais, français, japonais et coréen sur le droit de la mer, le droit de l'énergie et le droit chinois (voir liste complète ci-après)

Expérience en matière de rédaction

Depuis 1977	Membre du Conseil international de rédaction de Marine Policy (Londres)
1977-2000	Membre du Conseil de rédaction d'Ocean Development and International Law (New York)
1988-2000	Membre du Conseil de rédaction d'Ocean and Shore Line Management
Depuis 1993	Membre du Conseil consultatif international de The American Asian Review

Connaissances linguistiques

Coréen (langue maternelle), chinois, anglais, allemand et japonais; notions de français

Distinctions

1989	Lauréat de l'Académie coréenne des sciences pour la recherche en sciences sociales
1998	Docteur en droit <i>honoris causa</i> , Université d'Édimbourg (Écosse)
1995	Lauréat du prix Hyun-min pour la recherche, Société coréenne de droit international

Publications

1. « Continental Shelf Issues in the Yellow Sea and the East China Sea », Occasional Paper No. 15, Law of the Sea Institute, University of Rhode Island, 1972.
2. « Oil Under Troubled Waters: The Sea-Bed Controversy in Northeast Asia, *Harvard International Law Journal*, vol. 14, n° 2, 1973; publié à nouveau dans *Harvard Law School Studies in East Asian Law*, China n° 20; et dans *Congressional Hearings*, 5 below (traduit en chinois en 1987 et en coréen en 1999).

3. « Fisheries issues in the Yellow Sea and the East China Sea », Occasional Paper No. 18, Law of the Sea Institute, University of Rhode Island, 1973.
4. « Fishing Under Troubled Waters: The Fisheries Controversy in Northeast Asia », *Ocean Development and International Law*, vol. 2, n° 2, 1974; publié à nouveau dans *Harvard Law School Studies in East Asian Law*, China n° 23.
5. « Oil and Asian Rivals; Sino-Soviet Conflict; Japan and the Oil Crisis », Testimony on China's Oil Policy, *Hearings*, Subcommittee on Asian and Pacific Affairs, Committee on Foreign Affairs, U.S. House of Representatives, 93^e Congrès, 1^{re} et 2^e sessions, 1973-1974 [1987].
6. « Legal Status of the Parcel and Spratly Islands », *Ocean Development and International Law*, vol. 3, n° 1, 1975 (publié conjointement avec Hungdah Chiu).
7. « Sino-Japanese-Korean Sea Resources Controversy and the Hypothesis of a 200-mile Economic Zone », *Harvard International Law Journal*, vol. 6, n° 1, 1975; publié à nouveau dans *Harvard Law School Studies in East Asian Law*, China n° 24, 1999.
8. *The Energy Policies of the World: China*, dans World Energy Policy Series, n° 2, Marine Policy Study Center, Delaware University, 1975; publié à nouveau sous le même titre : Canada, China, Arab States of the Persian Gulf, Venezuela, Iran, vol. 1, Elsevier Pub., New York, 1976.
9. « The Politics of China's Oil Weapon », *Foreign Policy*, n° 20, Fall, 1975 (publié conjointement avec Jerome A. Cohen); traduit en japonais (3 versions différentes) et en chinois (Dagonbao) (traduit en japonais en 1975 et en chinois en 1987).
10. « Japan and the Law of the Sea », *Proceedings*, 69^e (1975) Conférence annuelle de l'American Society of International Law, 1975.
11. « Marine Resources Conflicts in Northeast Asia », *Marine Policy and the Coastal Community*, Douglas M. Johnston, éd., Londres, 1976.
12. « China's Oil Policy », *Post-Mao China and U.S. China Trade*, Leng Shao-chuan, éd., University of Virginia, Charlottesville, 1977 (publié conjointement avec Jerome A. Cohen).
13. « Recent Developments in Marine Resources Diplomacy in the North Pacific Region », *Regionalization of the Sea*, Douglas M. Johnston, éd., Proceedings, onzième conférence annuelle, Hawaii, Law of the Sea Institute, University of Hawaii, 1977.
14. « The South China Sea Dispute: Who Owns the Islands and the Natural Resources? », *Ocean Development and International Law*, vol. 5, n° 1, 1978; publié à nouveau dans *Harvard Law School Studies in East Asian Law*, China n° 26 (1999).
15. « The 50-Mile Military boundary Zone of North Korea », *American Journal of International Law*, vol. 72, n° 4, 1978.
16. « China and Maritime Jurisdiction: Some Boundary Issues », *German Yearbook of International Law*, vol. 22, 1979.
17. « Korea and the Law of the Sea », *Korean International Law*, Institute for Asian Studies, University of California, Berkeley, 1981.

18. « Offshore Oil Developments in the China Sea », *Ocean Yearbook*, vol. 2, Chicago University Press, 1980.
19. « Les juridictions maritimes dans la mer de Chine : les pratiques étatiques actuelles », *Revue générale de droit international public*, LXXXIV (1/1980), Paris.
20. « China's Maritime Jurisdiction: The Future of Offshore Oil and Fishing », *China and the Pacific Community*, East-West Center 20th Anniversary Symposium, Washington, D.C., May 14, 1980.
21. *North America and Asia-Pacific and the Development of the Law of the Sea*, 2 vol., feuillets mobiles annotés (publié conjointement avec Myron Nordquist), Oceana Publications, 1981.
22. « Maritime Claims in the China Seas: Current State Practices », *San Diego Law Review*, vol. 18, n° 3, 1981.
23. « The Turmoil over China Oil, Soil, and Seas: A Review of the First Decade », *East Asian Executive Reports*, vol. 3, n° 5, mai 1981.
24. « Joint Development of Mineral Resources in Disputed Waters: The Case of Japan and South Korea in the East China Sea », *Energy*, vol. 6, n° 11, 1981.
25. « Indonesia's Oil Relations with the United States and Japan », *Identity, Development and Culture*, Anand *et al.* (éd.), University of the Philippines and the East-West Center, Hawaii, 1981.
26. *Law of the Sea in the 1980s*, Proceedings, quatorzième conférence annuelle, Law of the Sea Institute, éditeur, 1983.
27. *East Asia and the Law of the Sea*, Séoul, 1984.
28. *The Law of the Sea: Problems from the East Asian Perspective* (ed. with Jaekye Park), Law of the Sea Institute, Proceedings from two workshops (1981 et 1984), 1987.
29. « River and Maritime Boundary Problems between North Korea and Russia in the Tumen River and the East Sea », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. V, n° 2, hiver 1993.
30. The American Society of International Law, « Central Pacific/East Asia », *International Maritime Boundaries*, vol. II, Jonathan I. Charney et Lewis M. Alexander (éd.), 1993.
31. « Judicial Settlement of International Maritime Disputes: An Overview of the Current System », *Stetson Law Review*, vol. xxvii, n° 4, printemps 1999.
32. 之海文集第一卷 (1-611) , 第二卷 (1-575) , 1990, (publications Choon-Ho Park, vol. I-II, p. 1 186, Séoul, 1990).
33. Bringing New Law to Ocean Waters, Chapter 16, « The Changeable Legal Status of Islands and "Non-Island" in the Law of the Sea: Some Instances in the Asia-Pacific Region », Caron et Scheiber (éd.), Publications on Ocean Development 47 Martinus Nijhoff Publishers, 2004/End.

**Pawlak, Stanislaw
(Pologne)**

Né à Kalisz (Pologne) le 27 septembre 1933

Fonctions actuelles

Conseiller du Président de la République de Pologne

Professeur de relations internationales et de droit public international à l'Université de Varsovie

Études

Maîtrise en droit, Université de Varsovie (1955)

Doctorat en droit, Université de Varsovie (1967)

Doctorat d'État en sciences politiques (maître de conférence), Université de Varsovie (1973)

Expérience diplomatique

Conseiller juridique et analyste de la délégation polonaise auprès de la Commission neutre de contrôle à Panmunjon (République de Corée) (1956-1958)

Attaché et deuxième Secrétaire, ambassade de Pologne, Tokyo (Japon) (1958-1963)

Conseiller principal, Cinquième Département (Asie), Ministère des affaires étrangères (1963-1965)

Chef adjoint de la délégation polonaise auprès de la Commission internationale de contrôle au Viet Nam, à Saïgon (1965-1966)

Premier Secrétaire, ambassade de Pologne à Washington, D.C. (1967-1970)

Conseiller principal, Troisième Département (Amérique du Nord et Amérique du Sud), Ministère des affaires étrangères (1970-1972)

Directeur adjoint du Cabinet du Ministre des affaires étrangères (1973-1975)

Représentant de la Pologne à l'occasion de 17 sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission, droit de la mer, désarmement) (1973-2004)

Directeur du Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères (1975-1978)

Ambassadeur de Pologne au Canada (1978-1983)

Directeur du Département des affaires juridiques et des traités, Ministère des affaires étrangères (1983-1986)

Chef du groupe d'experts polonais qui a négocié durant cinq années, avec des experts de l'ex-Allemagne de l'Est, un projet d'accord sur la délimitation de la frontière maritime de l'ex-République démocratique allemande, signé le 22 mai 1989 (1983-1988)

Chef de la délégation polonaise durant les pourparlers avec la délégation soviétique sur l'accord de délimitation de la frontière maritime entre la Pologne et l'URSS, signé le 15 juin 1985 (1985)

Chef du groupe d'experts polonais chargé de négocier la réadmission de la Pologne à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (1985-1986)

Président de la délégation polonaise lors de la Conférence diplomatique de Vienne dont est issu le projet de Convention sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986)

Directeur du Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères (1986-1989)

Membre de la Commission du droit international, Genève (1987-1991)

Ambassadeur et Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1989-1991)

Président du groupe des experts polonais lors des pourparlers avec la délégation d'experts auprès de la Fédération de Russie et les délégations d'experts d'autres États intéressés sur la protection et la conservation des ressources maritimes de la mer d'Okhotsk (1992-1995)

Délégué de la Pologne auprès du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) et du Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) du Conseil de l'Europe, Strasbourg (France) (1992-1995)

Directeur adjoint du Département des affaires juridiques et des traités, Ministère des affaires étrangères (1992-1996)

Membre et Président de la délégation polonaise lors de la Conférence internationale dont est issue la Convention pour la conservation des pêcheries de flétan du Pacifique du Nord et de la mer de Béring (1993-1994)

Président de la délégation polonaise lors de la Conférence des Nations Unies dont est issu l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (1993-1995)

Ambassadeur de Pologne en République arabe syrienne et au Royaume hachémite de Jordanie (1996-2001)

Conseiller du Président de la République de Pologne (depuis 2001)

Président de la treizième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (2003)

Président de la délégation polonaise lors des treizième et quatorzième Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (2003 et 2004)

Nommé sur la liste des conciliateurs et dans la liste des arbitres visée à l'article 2 de l'annexe V et à l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (14 mai 2004)

Expérience universitaire

Assistant, faculté de philosophie, Université de Varsovie (1954-1955)

Professeur associé en relations internationales et droit international, faculté de journalisme et de sciences politiques, Université de Varsovie (1974-2001)

Conférences en qualité de professeur invité : Pennsylvania State University, Oklahoma State University, Phillips University, Université de Damas (République arabe syrienne) et Université d'Aleppo (République arabe syrienne) (1990-2001)

Professeur titulaire à l'Université de Varsovie, faculté de journalisme et de sciences politiques (depuis 2002)

Appartenance à des organisations professionnelles

Membre du comité de rédaction des documents du Recueil (Varsovie) (1971-1989)

Membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international, Université de Varsovie (1983-1987)

Membre du Conseil législatif auprès du Premier Ministre de la Pologne (1983-1989)

Membre du Conseil scientifique de l'Institut polonais des affaires internationales (1983-1989)

Membre de l'Association de droit international (depuis 1986)

Principales publications*Ouvrages et études*

Okinawa 1972; The United States Policy towards China 1956-1978 1982; Political and Legal Aspects of International Terrorism in Sprawy Miedzynarodowe, septembre 1988; Present value of the idea of atomic free zones in the World 1987; Yalta and Potsdam 1985; The legal aspect of verification in The International Law of Arms Control and Disarmament New York 1991; Poland's Treaty Policy 1990-1993 Yearbook of Polish Foreign Policy 1993-1994; Protection of national minorities in Europe Varsovie 2001.

Nombreux articles publiés dans des revues scientifiques consacrées au droit international et aux relations internationales concernant les activités de l'ONU, le désarmement et le terrorisme international, ainsi que la politique étrangère du Japon, de la Chine, du Canada et des États-Unis d'Amérique.

**Tuerk, Helmut
(Autriche)**

Né le 24 avril 1941 à Linz (Autriche)

Formation

1959-1963 Université de Vienne (doctorat)
1963-1964 Collège d'Europe, Bruges (Belgique)

Carrière professionnelle

1965-1967 Ministère fédéral autrichien des affaires étrangères, Département du droit international
1967-1972 Consulat général de Hong Kong (Consul général par intérim en 1971/72)
1972-1978 Ministère fédéral autrichien des affaires étrangères, Département du droit international
1977-1978 Ministère fédéral autrichien des affaires étrangères, conseiller juridique adjoint
1978-1982 Ambassade de Bonn (Allemagne) (chef adjoint de mission)
1982-1993 Ministère fédéral autrichien des affaires étrangères, conseiller juridique (Chef du Département du droit international); représentant du Gouvernement fédéral autrichien auprès de la Commission européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme
1991-1993 Ministère fédéral autrichien des affaires étrangères, Secrétaire général adjoint aux affaires étrangères
1993-1999 Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique; Observateur permanent auprès de l'Organisation des États américains; Ambassadeur au Commonwealth des Bahamas
1999-2004 Directeur général du Cabinet du Président de la République d'Autriche. Membre du Conseil national de sécurité

Activités professionnelles

a) Participation à des conférences et réunions sur le droit de la mer

1973-1979 Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1976-1979 : chef adjoint de délégation)
1988 Conférence internationale sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime; chef de délégation
1989-1994 Commission préparatoire pour l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer; chef de délégation; Président de la Commission de vérification des pouvoirs
1993-1994 Consultations officieuses sur le droit de la mer avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; chef de délégation

1997/1998	Président de la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
1994-1999	Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins; chef de délégation, Président de la Commission de vérification des pouvoirs
1996-1998	Représentant de l'Autriche auprès du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins
2003-2004	Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins; chef de délégation, Président de la Commission de vérification des pouvoirs

b) *Participation à d'autres conférences et réunions*

En tant que Président

1983-1985	Comité des hauts fonctionnaires du Conseil de l'Europe chargé des préparatifs d'une conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme
1984-1986	Comité des hauts fonctionnaires du Conseil de l'Europe chargé des préparatifs d'une conférence ministérielle européenne sur la lutte contre le terrorisme
1989	Sixième Commission de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
1990-1992	Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe (1988-1989 : Vice-Président)

En tant que chef de la délégation autrichienne

1983	Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État Deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale
1984	Réunion d'experts de la CSCE sur le règlement pacifique des différends Vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée de l'OACI
1985	Réunion d'experts de la CSCE sur les droits de l'homme
1986	Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales
1987-1989	Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies
1988	Conférence internationale de droit aérien en vue de l'adoption d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale
1989-1991	Réunions de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE (Paris, Copenhague et Moscou)
1966-2004	Conseiller de la délégation autrichienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

c) *Fonctions judiciaires et d'arbitrage*

1986-1993 Membre de la liste d'arbitres du Centre de règlement des différends de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Depuis 1988 Membre de la Cour permanente d'arbitrage

Publications (sélection)

« The land-locked Countries and the United Nations Convention on the Law of the Sea » (en coopération avec Hafner), dans : *Essays on the New Law of the Sea*, Zagreb, 1985.

« The European Ministerial Conference on Human Rights », dans : *Protecting Human Rights: The European Dimension*, Studies in honour of Gerard J. Wiarda, Carl Heymanns Verlag KG 1988.

« Die Europäische Menschenrechtskonvention im internationalen Vergleich », dans : *Österreich im Europarat, 1956-1986, Bilanz einer 30-jährigen Mitgliedschaft*, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften 1988.

« Die europäischen Neutralen und die Europäischen Gemeinschaften », dans : « Verantwortung in unserer Zeit – Festschrift für Dr. Rudolph Kirchschräger », Hrsg. Alois Mock und Herbert Schambeck, Verlag : Österreichische Staatsdruckerei 1990.

« The Negotiation of a New Geneva-style Convention: a Government Lawyer's Perspective », dans : « Environmental Protection and the Law of War: A "Fifth Geneva" Convention on the Protection of the Environment in Time of Armed Conflict », Hrsg. Glen Plant; Beelhaven Press, Londres et New York, 1992.

« Austrian-Soviet Round Table on the Protection of Human Rights », dans : *Schriften des Österreichischen Instituts für Menschenrechte (Publications of the Austrian Human Rights Institute)*, vol. 4, Hrsg. Franz Matscher/Wolfram Karl; N. P. Engel, Publisher Kehl-Strasbourg-Arlington/Va. 1992.

« Zur Errichtung eines Kriegsverbrechertribunals für das ehemalige Jugoslawien », dans : « Für Staat und Recht, Festschrift für Herbert Schambeck », Hrsg. Johannes Hengstschlagger, Heribert Franz Köck, Karl Korinek, Klaus Stern und Anton Trujol y Serra, Berlin, 1994.

« Neutralität und Mitgliedschaft bei den Vereinten Nationen », dans : « Völkerrecht zwischen normativem Anspruch und politischer Realität, Festschrift für Karl Zemanek zum 65. Geburtstag », herausgegeben von Konrad Ginther, Gerhard Hafner, Lilly Sucharipa-Behrman, Berlin, 1994.

« Österreich im Spannungsfeld von Neutralität und kollektiver Sicherheit », Verlag Österreich (Österreichische Staatsdruckerei) 1997.

Vukas, Budislav
(Croatie)

(Membre du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 1996;
Vice-Président du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 2002)

Né à Rijeka/Sušak (Croatie), le 1^{er} janvier 1938

Fonctions actuelles

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Zagreb

Situation de famille

Marié, deux fils

Connaissances linguistiques

Très bonne connaissance de l'anglais, du français et de l'italien

Bonne connaissance de l'allemand, de l'espagnol et du russe

Formation

Licence en droit de l'Université de Zagreb (1961)

Maîtrise en droit international et relations internationales de l'Université de Zagreb (1965)

Doctorat en droit international de l'Université de Zagreb (1974)

Expérience professionnelle

Professeur de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Zagreb (assistant de 1963 à 1970, maître de conférences de 1970 à 1974, professeur assistant de 1974 à 1977 et professeur depuis 1977)

A donné des cours aux universités de Belgrade, Bologne, Boston, Brest, Castellón, Ljubljana, Maribor, Milan, Osijek, Paris, Parme, Rijeka, Rome, Split, Thessalonique, Tilburg et La Vallette

A dirigé un cours sur le droit de la mer au centre interuniversitaire de Dubrovnik (1984-2001)

A donné un cours sur « Les États, les peuples et les minorités » à l'Académie de droit international de La Haye (1992)

Consultant auprès du PNUE à Nairobi (1981 et 1991) et auprès de l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée (Athènes) (1985 et 1990)

A participé aux conférences et réunions suivantes :

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1975-1982)

Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1984-1990 et 1994)

Autorité internationale des fonds marins (1994-1996)

Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1994-1996)

Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1990, 1991 et 1995)

Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (Président du Groupe de travail en 1990)

Conférence de la CSCE sur la dimension humaine, réunion de Copenhague (1990)

Réunion d'experts de la CSCE sur les minorités nationales (Genève, 1991)

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne (1993)

Vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Genève, 1995)

Membre

Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (depuis 1985)

Commission d'enquête créée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail pour examiner le respect par la Roumanie de la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession de 1958 (n° 111) (1989-1991)

Conseil scientifique de l'Institut européen des études maritimes, Brest (France) (depuis 1997)

Conseil scientifique de l'Institut du droit économique de la mer, Monaco (depuis 2000)

Cour permanente d'arbitrage (1989-1991 et depuis 1999)

Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE (depuis 1995)

Institut de droit international (membre associé 1991-1997, membre depuis 1997)

Société croate de droit international (depuis 1961)

Société française pour le droit international (depuis 1978)

Association argentine du droit international (depuis 2002)

Conseil international du droit de l'environnement, Bonn (depuis 1978)

Juge ad hoc dans l'affaire relative à l'Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Yougoslavie*) portée devant la Cour internationale de Justice (depuis 2000)

Membre de la Commission d'enquête créée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail pour examiner le respect par la République du Bélarus de la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87) et de la Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (n° 98) (Président, 2003-2004)

Publications

Auteur de nombreux ouvrages, monographies, articles et rapports dans divers domaines du droit international public, en particulier le droit de la mer, le droit international de l'environnement, la protection internationale des droits de l'homme et des minorités nationales, dont

Relativité des traités (en croate), 1975

Minorités ethniques et relations internationales (en croate), 1978

Le nouveau droit de la mer (éd., en croate), 1982

Essays on the New Law of the Sea, vol. I à III (éd.), 1985-1996

The Legal Regime of Enclosed or Semi-Enclosed Seas: The Particular Case of the Mediterranean (éd.), 1988

Droit international, vol. I (en collaboration avec J. Andrassy et B. Bakotić, en croate), 1995

The humanitarian assistance, Provisional report, final report, resolution, Annuaire de l'Institut de droit international, session de Bruges, 2003, vol. 70, t. I, 2002-2003, p. 457 à 490, 541 à 576; vol. 70, t. II, 2004, p. 262 à 277

The law of the Sea (sélection de textes), 2004

**Yanai, Shunji
(Japon)**

Né le 15 janvier 1937

Nationalité : Japonais

Fonctions actuelles

Professeur de droit international à la faculté de droit et à l'École supérieure d'études juridiques de l'Université Chuo à Tokyo (Japon)

Professeur associé de droit international à la faculté de droit de l'Université Waseda à Tokyo

Conseiller principal auprès du recteur de l'Université des Nations Unies

Formation

Licence de droit, faculté de droit de l'Université de Tokyo (1961)

Expérience professionnelle

1961-2002	Ministre des affaires étrangères
1976-1977	Directeur de la Division des conventions internationales
1977	Membre du comité de rédaction de la loi sur la mer territoriale
1977-1978	Directeur de la Division des affaires juridiques
1978-1980	Directeur de la Division des traités
1981-1984	Ministre-conseiller à l'ambassade du Japon en République de Corée
1984-1987	Directeur général adjoint du Bureau des affaires asiatiques
1987	Directeur général adjoint du Bureau des traités
1987-1990	Consul général du Japon à San Francisco
1990-1992	Directeur général du Bureau des traités
1992-1993	Secrétaire exécutif du siège de la Division de la coopération internationale pour la paix, Cabinet du Premier Ministre
1993-1995	Directeur général du Bureau de la politique étrangère
1995-1997	Ministre délégué aux affaires étrangères
1997-1999	Vice-Ministre des affaires étrangères
1999-2001	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon aux États-Unis d'Amérique

Participation à de nombreuses conférences et réunions internationales

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969)

Sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première Commission, Deuxième Commission et Sixième Commission) (1972-1974, 1976, 1991, 1993-1996)

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et sessions du Sous-Comité juridique

Négociations relatives aux pêcheries avec l'Indonésie, l'ex-URSS et la République de Corée (1978-1980)

Comité mixte nippon-coréen chargé de la question du plateau continental

Réunions des directeurs politiques du Sommet du G7/G8 (1996-1997)

Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)

Forum régional de l'ASEAN

Réunion Asie-Europe

Autres fonctions occupées

Directeur, Mitsubishi Electric Corporation

Principales publications (sélection d'articles parus en anglais)

« Japan and the Emerging Order of the Sea: Two Maritime Laws of Japan », *Japanese Annual of International Law*, 1978

« Presentation Made at the Trade Bill Conference, Brigham Young Law School », *Brigham Young University Law Review*, 1989

« Law Concerning Cooperation for United Nations Peace-keeping Operations and Other Operations: the Japanese PKO Experience », *Japanese Annual of International Law*, 1993

« Japan's Legal Framework for Peace-keeping Operations and International Humanitarian Relief Operations », *Japan-US-Canada Trilateral Perspectives on International Legal Issues*, 1996

« Remembering and Forgetting: The U.S. Role in the Asia Pacific at the Turn of the Century », *The CSIS Press*, 2001

« Evolution of Japan's Peace-keeping Operations », *United Nations' Contributions to the Prevention and Settlement of Conflicts-Series of the Institute of Comparative Law in Japan*, 2003